



## CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'inflation à plus  
de 50 % d'ici  
à la fin de l'année

Dans une avenue de Kinshasa

La Banque centrale du Congo (BCC) a revu à la hausse ses prévisions pour fin 2017. Le taux d'inflation devrait finalement atteindre 52,6 % contre les 48 % de la dernière prévision. Quant à l'évolution du cadre macro-économique, la récente intervention

de la BCC a permis de stabiliser effectivement le taux de change à un peu plus de 1500 FC le dollar américain. Selon la Fédération des entreprises du Congo (FEC), les efforts pour obtenir une devise nationale plus forte passeront

nécessairement par la stricte application du rapatriement des 40 % des opérateurs miniers. Une tendance au rapatriement de cet argent est observée particulièrement chez les miniers membres de la FEC.

Page 5

## FOOT-TRANSFERT

## Jean-Marc Makusu rejoint Roddy Manga à Wadi Degla en Égypte

Après des tests infructueux en Europe et une saison à demi-teinte dans V.Club, Jean-Marc Makusu n'a eu besoin que d'une autre nouvelle chance, une autre saison au Daring Club Motema Pembe, pour retrouver ses sensations de buteur, lui qui avait été meilleur buteur du championnat d'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epfkin) avec Belor en 2013. Il va continuer sa carrière à Wadi Degla en Égypte où il vient de signer pour trois ans. Il a paraphé son contrat le mardi 23 août. Jean-Marc Makusu retrouve dans la capitale égyptienne, Manga Dianzenza, ex-sociétaire du FC Renaissance du Congo.



Page 6

## INSÉCURITÉ À KINSHASA

Juliana, la fille de  
Lumumba, victime  
d'une agression

La fille cadette de Patrice Emery Lumumba, premier chef du gouvernement de la RDC après son indépendance le 30 juin 1960, a passé un sale temps dans la nuit du vendredi 25 au samedi 16 août pour avoir été victime d'un braquage qui a failli tourner mal pour elle. Des malfrats ont fait irruption dans sa résidence et l'ont frappée durement sur la tête et sur les côtes à l'aide de la crosse d'un fusil avant de lui arracher son sac avec ses effets personnels et une somme d'argent.

En réaction, la famille Lumumba a déclaré, dans un communiqué, ne pas se laisser intimider par cet acte ignoble tout en demandant aux autorités de prendre les mesures adéquates pour identifier les criminels et les déferer en justice.

Page 6



## FONCTION PUBLIQUE

Proposition  
de majorer le salaire  
des fonctionnaires

Des fonctionnaires à l'ouverture du séminaire d'orientation

Le gouvernement a décidé de majorer le salaire des agents et fonctionnaires de l'État de toutes les provinces de la RDC de 20 mille francs congolais (FC). Dans une correspondance datée du 22 août, le ministre d'État à la Fonction publique a demandé à son homologue du Budget de « donner des instructions urgentes à ses services en vue de matérialiser cette décision du gouverne-

ment et assurer ainsi la paix sociale au sein de l'Administration publique ».

Ladite correspondance n'a pas donné de précisions sur le délai d'exécution de cette mesure gouvernementale qui fait suite à un protocole de réajustement des salaires par rapport à la fluctuation du taux de change signé en juillet dernier.

Page 3

## ÉDITORIAL

## Ragots

Le spectaculaire développement des réseaux sociaux, via internet, ces dernières années a indiscutablement brisé les barrières de l'espace et du temps qui limitaient jusqu'à présent les rapports entre les hommes. Mais il a du même coup généré des problèmes dont l'actualité internationale nous démontre chaque jour la gravité à travers les attentats terroristes qui frappent différentes parties du monde et que permettent de préparer ces mêmes réseaux sociaux. Comme toujours dans le monde des hommes le meilleur peut ainsi engendrer le pire.

Ce qui précède relève de la simple observation quotidienne, mais a pour conséquence que l'on doit de plus en plus se garder d'accorder du crédit aux informations qui circulent sur le «web» tant que celles-ci ne sont pas vérifiées ou authentifiées de façon sûre et certaine. La désinformation étant devenue, grâce aux nouvelles technologies de la communication, un outil sophistiqué nous risquons en effet, si nous n'y prenons garde, de commettre des erreurs de jugement dont les conséquences pourraient s'avérer grave.

Ceci étant vrai dans la sphère privée tout autant que dans la sphère publique deux précautions s'imposent à ceux, de plus en plus nombreux de par le vaste monde qui sont connectés en permanence.

° La première est de ne jamais prendre, comme on dit, pour argent comptant les informations, les ragots, qui circulent sur la toile et de vérifier par tous les moyens possibles leur sérieux, leur objectivité, leur fondement.

° La deuxième est de bien réfléchir avant de commenter publiquement soi-même, ou de transmettre ces mêmes informations, ces mêmes ragots, tout spécialement lorsque ceux-ci relèvent de sujets sensibles.

Ajoutons pour conclure provisoirement sur ce sujet que les dérives de toute nature engendrées par l'explosion des réseaux sociaux qui marquent notre époque confèrent à la presse une responsabilité de plus en plus grande dans la surveillance de l'actualité. Plus que jamais les journalistes que nous sommes doivent s'attacher à décrypter les événements qu'ils relatent afin de distinguer le vrai du faux, de séparer l'information et la manipulation.

*Le courrier de Kinshasa*

## ITURI

## La coulée meurtrière charrie son lot de polémiques

**Confrontées comme la Sierra Leone à une coulée de boue meurtrière, les autorités de la République démocratique du Congo affirment prendre «les dispositions nécessaires» face à cette «catastrophe majeure», sous le feu de critiques qui dénoncent une réponse tardive.**

Contrairement aux inondations de Freetown dans la nuit du 13 au 14 août, l'éboulement du 16 août en RDC n'a pas eu lieu dans une capitale relativement facile d'accès pour les sauveteurs et les médias mais à près de 2.000 km au nord-est de Kinshasa, dans la province de l'Ituri, sur les bords du lac Albert frontalier de l'Ouganda. Alors que l'évolution du bilan humain est suivi au jour le jour en Sierra Leone (810 personnes portées disparues et plus de 500 morts confirmés), personne ne sait encore précisément combien de victimes ont été emportées par la coulée de boue qui a submergé le village de pêcheurs de Tara. Entre 150 et 250, selon le vice-gouverneur de la province, Pacifique Keta, en ajoutant les quarante corps déjà enterrés dans les deux jours et ceux encore ensevelies sous les décombres des 48 maisons détruites. M. Keta a indiqué à l'AFP avoir «décidé de suspendre les recherches pour privilégier la désinfection» sur les lieux du drame, craignant «la propagation des maladies à plusieurs autres villages de pêcheurs installés le long de la rive du lac Albert». Le président congolais Joseph Kabila «a appris avec consternation le glissement de terrain survenu le mercredi 16 août» et «présente ses condoléances les plus attristées à tous les compatriotes ainsi qu'aux riverains éprouvés», a indiqué un communiqué de la présidence daté du 22 août, six jours après la catas-



Vue partielle de la province de l'Ituri

trophe.

Le président a demandé au gouvernement «de prendre toutes les dispositions nécessaires pour venir en aide à la population sinistrée», ajoute le texte lu à la télévision publique. «Le gouvernement considère ce qui s'est passé comme une catastrophe majeure», a déclaré mercredi le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, au sujet de la pire coulée de boue de ces dernières années en RDC.

## Retard coupable

Le ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadary, s'est rendu jeudi à Bunia, capitale de l'Ituri, pour «une mission d'assistance humanitaire aux victimes». Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) a dénoncé le «retard coupable du gouvernement», affirmant que «certaines personnes parmi les disparues auraient pu être sauvées si l'intervention du gouvernement était rapide». Avec «200 morts, on aurait voulu que le président Kabila se rende personnellement à Tara pour consoler» les familles des victimes, ajoute Lucha dans une déclaration. «Il est inadmissible que nous ayons perdu 200 Congolais et qu'aucune autorité ne se soit présentée sur le terrain», a déclaré Vital

Kamerhe, président du troisième parti d'opposition l'Union pour la nation congolaise (UNC), à la veille du déplacement du ministre de l'Intérieur. M. Kamerhe s'était également «indigné» après avoir été «empêché», selon lui, «par la police de se rendre sur le lieu de la catastrophe pour compatir avec les sinistrés». Le coordonnateur de la société civile de l'Ituri, Jean Bosco Lalo, a pour sa part exigé l'ouverture d'une «enquête en vue de comprendre les vraies causes de ce drame». «Décidément, nous sommes dans un pays où l'on veut tout critiquer», a réagi le porte-parole du gouvernement Lambert Mende sur Radio Okapi, affirmant que le gouverneur de l'Ituri a «évalué une situation dramatique (...) dans les heures qui ont suivi la catastrophe». Ce glissement de terrain est le plus ravageur de ces dernières années en RDC. En mai 2010, une coulée de boue qui a traversé le village de Kibiriga dans l'est du pays avait fait 19 morts et 27 disparus. En février 2002, une cinquantaine de personnes avaient trouvé la mort dans une coulée de boue et de pierres provoquée par de fortes pluies à Uvira (est), faisant 2.500 sans-abri.

AFP

## ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni MAssela  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bobe  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC  
Tél. (+243) 015 166 200

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
ÉDITION DU SAMEDI :  
Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula  
RÉDACTION DE POINTE-NOIRE  
Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

## Coordinatrice, Relations publiques :

Adrienne Londole  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto  
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngono

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mbassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## SITUATION POLITIQUE

## Isaac Muamba Kalonji dénonce la banalisation de la vie humaine en RDC

«À la suite des violences qui ont prévalu en date du 07 août dans les différents quartiers périphériques de la ville de Kinshasa causant ainsi des pertes en vies humaines et blessés graves de nos nombreux compatriotes, nous ne pouvons en aucun cas rester indifférents face à cette barbarie injustifiée », a indiqué dans une déclaration politique le président national du parti politique Union pour le développement social et communautaire (Udesc), Isaac Muamba Kalonji, à partir des États-Unis d'Amérique où il séjourne.

L'Udesc et son président ont présenté de profondes condoléances aux familles éprouvées, joignant également la voix à tous les Congolais épris de paix qui ne ménagent aucun effort pour se mobiliser contre toute forme de violences d'où qu'elles viennent. Isaac Muamba Kalonji condamne avec la dernière énergie cette énième tuerie qui sous-entend que la banalisation de la vie humaine n'offusque plus au Congo Kinshasa. Certains acteurs politiques, a-t-il déploré, sont prêts à recourir à la violence, soit pour renforcer leur pouvoir, soit pour le conquérir au profit de leurs intérêts égoïstes.

Après avoir examiné froidement la situation politique actuelle que traverse le pays, le président national de l'Udesc pense que « seule l'organisation des élections présidentielles est la voie royale pour sortir la RDC de cette crise profonde pouvant conduire le pays dans une spirale des violences indescriptibles, dont l'issue risque d'être fatale pour toute la Nation ». Isaac Muamba Kalonji et son Parti



Isaac Muamba Kalonji, président de l'Udesc

politique, l'Udesc, tiennent à tout prix à l'alternance au pouvoir en RDC dans le plus court délai. Et

pour restaurer la confiance des citoyens aux institutions de la République fonctionnant à ces jours

dans l'illégalité et décourager tout acte des barbaries pour conquérir le pouvoir, Isaac Muamba Kalonji appelle « Le staff dirigeant de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) à mettre le bouché double pour accélérer les opérations d'enrôlement afin de couvrir toute l'étendue de la RDC y compris les deux Kasai ».

Pour lui et son parti, « le président de la Céni est appelé à publier dans l'urgence le calendrier électoral et convoquer le corps électoral conformément à l'accord issu des discussions directes entre la majorité présidentielle (MP) et le Rassemblement des forces politiques et sociales (Rassop) sous la facilitation de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céneco), accord issu d'un large consensus national ». Isaac Muamba Kalonji et l'Udesc appelle « le chef de l'État sortant à donner une position claire pour permettre au gouvernement de mettre à la disposition de la Céni des moyens conséquents d'organiser les élections au mois de décembre prochain ». Selon l'Udesc et son président, les acteurs politiques doivent arrêter de manipuler les jeunes en leur inculquant la culture de la violence comme mode d'accès au pouvoir, et les autorités militaires et policières sont invitées à cesser d'employer des moyens

disproportionnés pour mater des manifestations pacifiques et de refuser d'obtempérer à tout ordre qui ne cadre pas avec les lois de la République. Isaac Muamba Kalonji demande à la « Communauté internationale de renforcer ses sanctions à l'encontre de tous les acteurs politiques qui entravent le processus électoral et d'y apporter son soutien tant financier que matériel pour aboutir à l'organisation de l'élection présidentielle en décembre 2017 ».

L'autorité morale de l'Udesc a conclu sa déclaration politique en prônant la résilience de la pratique actuelle de la politique en RDC, en vue de l'émergence d'une nouvelle classe politique qui va travailler essentiellement pour le bien-être de la communauté. « Cette vision sera concrétisée très bientôt, car nous y travaillons, ensemble avec nos partenaires et alliés américains, mexicains, sans toutefois oublier ceux de l'Europe, Asie et Moyen-Orient dans le cadre de ma prochaine tournée de campagne dans leurs pays dans l'objectif de la transformation intégrale de notre pays », a-t-il épiologué, avant de convier les jeunes patriotes à rester mobilisés et vigilants pour des actions pacifiques susceptibles de conduire à l'alternance politique en 2017.

Martin Engimo

## FONCTION PUBLIQUE

## Proposition de majorer le salaire des fonctionnaires

Une correspondance entre les ministres de la Fonction publique et du Budget fixe cette majoration à 20 mille franc congolais.

Le gouvernement congolais a décidé de majorer le salaire des agents et fonctionnaires de l'État de toutes les provinces de la RDC de 20 mille francs congolais (FC). Dans une correspondance du 22 août 2017 dont radio Okapi a fait écho, en effet, le ministre d'État à la Fonction publique, Michel Bongongo, a demandé à son homologue du Budget de « donner des instructions urgentes à ses services en vue de matérialiser cette décision du gouvernement et assurer ainsi la paix sociale au sein de l'administration publique ». À en croire cette source, la correspondance précitée du ministre Bongongo n'a pas donné plus de précisions sur le délai d'exécution de cette mesure du gouvernement.

Mais la radio onusienne a, par ailleurs, rappelé qu'en juillet dernier, l'Intersyndicale nationale de la Fonction publique et le gouvernement avaient



Les fonctionnaires devant le bâtiment de la Fonction publique suivant un speech de la délégation syndicale

signé un protocole d'accord de réajustement des salaires par rapport à la fluctuation du taux de change. Cette entente annonçait, pour le mois d'août, le réajustement des salaires au taux de 1452 FC pour un dollar américain.

Aussi, lors de sa dernière session budgétaire, l'Assemblée nationale a-t-elle décidé de réajuster le taux de change appliqué au salaire des fonctionnaires de l'État tel que contenu dans le projet de budget 2017. Ce taux passait de 933,45 à 1.425 FC pour 1 dollar américain.

Ce réajustement a été motivé par le souci de prendre en compte la dépréciation du taux de change en vue de préserver le pouvoir d'achat des agents et fonctionnaires de l'État.

Lucien Dianzenza

## GOUVERNANCE FONCIÈRE

## Pas d'agriculture sans un vrai débat

Le principal enjeu de l'agriculture étant principalement la terre, les autorités congolaises ne peuvent éluder la question foncière dans la définition des politiques agricoles, estiment les experts. En début de week-end, un projet pilote initié par l'Union africaine va contribuer à poser la problématique de la gouvernance foncière dans le développement agricole de la RDC.

Baptisé « Initiative sur les politiques foncières » (IPF), ce projet pilote qui a bénéficié de l'appui du Fonds international de développement agricole (Fida) et de l'Union européenne va apporter une nouvelle dimension au débat sur l'agriculture dans un pays qui n'a pas renoncé à sa vocation agricole. Il s'agit justement d'aider la RDC à faire de la gouvernance foncière une composante incontournable des stratégies et plans agricoles. À la fin, les programmes de réforme devront garantir les droits fonciers, offrir un accès égal à la terre et encourager les investissements agricoles. Avec ce coup d'accélérateur, il sera possible d'amorcer plus sereinement la phase de la transformation agricole et rurale.

## Défis à relever

Pour y parvenir, le pays doit veiller à renforcer ses capacités agricoles et éliminer toutes les entraves au progrès dans

ce secteur. En cette période de crise économique causée par la baisse de la demande mondiale des matières premières et le ralentissement de l'économie chinoise, l'agriculture reste une alternative incontournable pour débloquer le potentiel de croissance et même créer de nombreux emplois. Avec le projet IPF, l'idée est désormais d'intégrer les exigences foncières dans les résultats. Ce projet était au menu des échanges d'un atelier. Les participants ont adhéré massivement à l'idée de la création d'un groupe de travail formel en vue d'élaborer le plan d'activité du pays pour intégrer la gouvernance foncière dans le Programme national d'investissement agricole du pays. Par ailleurs, un consensus s'est dégagé aussi sur l'urgence d'intégrer le projet dans le plan de travail de la Commission nationale de la réforme agraire.

## Regain d'intérêt sur l'indicateur foncier

Nous le disions, l'IPF est un programme conjoint du consortium tripartite constitué de la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Cela prouve à suffisance l'intérêt porté par les organisations régionales sur cet indicateur phare pour le développement du pays. Ces dernières années, d'importantes réformes nationales ont ciblé précisément ce domaine. Prenant le cas du célèbre classement de référence internationale : Doing Business. En effet, les enquêteurs de la Banque mondiale ont commencé à prendre en compte l'aspect « qualité » dans l'évaluation des règles de construction et des matériaux de construction utilisés dans la construction, la facilité d'approvisionnement et le système d'administration foncière. Prenant position sur la problématique foncière, la Fédération des entreprises du Congo a évoqué l'importance de prévenir les conflits fonciers au regard de plusieurs services qui interviennent dans la gestion de la terre : cadastres minier, foncier, forestier, etc. Comme quoi, le débat ne fait que débuter.

Laurent Essolomwa

## DOSSIER

# L'enseignement à l'heure de la réforme en R.D. Congo

Depuis à peu près 10 ans, des mesures et des réformes ont été adoptées pour résorber les difficultés que connaît le système éducatif congolais. Qu'il s'agisse de l'accès ou de la rétention des effectifs, de la scolarisation des filles, de la qualité des enseignements ou de la formation continue des enseignants, le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP) avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) a mis sur pied plusieurs projets avec des résultats palpables dans les provinces pilotes. Ces mesures et réformes dont certaines sont ici présentées, se fondent sur la vision du Gouvernement en matière d'éducation exprimée dans la Loi-Cadre N° 14/004 de l'enseignement national promulguée le 11 février 2014 et dans la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation (2016-2025) endossée par les Partenaires Techniques et Financiers. Dans la Loi-Cadre, le Gouvernement s'engage à « la construction d'un système éducatif inclusif et de qualité contribuant efficacement au développement national, à la promotion de la paix et d'une citoyenneté démocratique active ». Dans son Chapitre III, Article 9, la Loi-Cadre a retenu vingt-trois options fondamentales de l'enseignement national dont « l'éducation de base pour tous », « l'éducation environnementale, la formation au développement durable et aux changements climatiques », « l'éducation aux technologies de l'information et de la communication », « l'utilisation des langues nationales et/ou des langues du milieu comme médium et discipline d'enseignement et d'apprentissage », « l'adéquation entre la formation et l'emploi », « la maîtrise et le contrôle de la science et de la technologie comme facteurs essentiels de la puissance économique » et « la promotion de l'intelligence et de l'esprit critique ». Nous notons là l'importance donnée à l'enseignement des disciplines STIM (Sciences, Technologie, Informatique et Mathématique) pour soutenir un développement durable de la nation. Dans la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation (2016-2025), trois axes stratégiques ont été arrêtés pour la période concernée. Il s'agit de « promouvoir un système éducatif plus équitable, au service de la croissance et de l'emploi », « créer les conditions d'un système éducatif de qualité » et « instaurer une gouvernance transparente et efficace ». Pour l'axe qualité, la Stratégie propose plusieurs pistes d'actions. Pour le niveau secondaire, nous trouvons « le renforcement du dialogue et des synergies avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire pour la formation initiale et continue des enseignants du secondaire », « la disponibilité du matériel didactique, de laboratoires et des salles d'expérimentation », « l'optimisation et l'actualisation des programmes d'études, avec une priorité pour les programmes de mathématiques, de sciences et de technologie ». Pour le niveau supérieur et universitaire, elle propose « l'ouverture au monde et aux technologies modernes », « le recours au TIC, à l'enseignement ouvert et à distance » et « le renforcement de la recherche ».

Partant de ces orientations, le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP) et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (MESU) ont mis sur pied le Projet d'Education pour la Qualité et la Pertinence des Enseignements aux niveaux Secondaire et Universitaire, PEQPESU en sigle. Ce projet d'une durée de 6 ans (2016-2021) est financé par la Banque Mondiale à hauteur de 200 millions USD dont 130 sont un crédit et 70, un don. Il a deux objectifs : améliorer l'enseignement et l'apprentissage des mathématiques et des sciences au niveau secondaire ; et renforcer la pertinence de l'Ense-

ignement Technique et Professionnel des niveaux d'enseignement secondaire et universitaire dans les secteurs prioritaires que sont les mines, la construction et l'agriculture. Ces actions se concentrent sur 12 provinces administratives pilotes : Kinshasa, Kwango, Kwilu, Tshopo, Ituri, Haut-Uélé, Haut Katanga, Lualaba, Kasai Central, Kasai, Equateur et Sud-Ubangi.

Le PEQPESU a été conçu pour soutenir plusieurs réformes qui changent profondément la physiologie du système éducatif congolais. La première est l'introduction de « l'éducation de base pour tous ». L'éducation de base est un concept nouveau adopté par plusieurs pays africains dans la perspective de l'atteinte de l'Objectif de développement durable n°4 (ODD4). Il s'agit de rassembler dans un continuum de 8 ans les 6 années du primaire avec les 2 premières années de l'enseignement secondaire général. Ces dernières deviennent alors le Cycle Terminal de l'Education de Base (CTEB) avec quatre fonctions : une fonction d'intégration des apprentissages des 8 années de l'éducation de base, une fonction d'orientation des élèves vers l'enseignement technique et professionnel ou les humanités, une fonction de professionnalisation des enseignements notamment en initiant les jeunes à l'entrepreneuriat et au leadership et une fonction de certification des acquis des élèves. Comme précisé dans la brochure éditée à cet effet par la Direction des Programmes Scolaires et Matériels Didactiques (DIPROMAD) du MEPSP : « L'Education de base est un programme qui fournit un cadre au renouvellement du curriculum susceptible de favoriser une amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'égalité dans l'éducation. » En RDC, le renouvellement du curriculum dans cette perspective a débuté par la réforme des programmes du domaine d'apprentissage des sciences (mathématiques, sciences de la vie et de la Terre, sciences physiques, chimie, technologie et informatique) pour le Cycle Terminal de l'Education de Base (les deux années du secondaire général), un cycle charnière. Les profils d'entrée et de sortie des élèves sont adaptés ainsi que les contenus disciplinaires et le régime pédagogique. L'approche des programmes a également changé pour adopter l'Approche par les Situations. De tels programmes sont centrés sur la mise en activité des élèves par le traitement de situations qui ont un sens pour eux, qui font appel aux savoirs dits essentiels et qui permettent de développer des compétences. Les aspects du sens et de la contextualisation sont très importants dans les apprentissages. C'est la raison pour laquelle dans les nouveaux programmes, les situations sont disponibles en français et dans les quatre langues nationales, et que les enseignants seront formés pour construire des situations adaptées au contexte de leur milieu. Notre objectif est d'outiller les élèves en savoirs et en compétences leur permettant de jouer un rôle positif dans leur communauté.

La deuxième réforme soutenue par le PEQPESU est l'introduction dans les établissements d'enseignement supérieur et universitaire et dans les établissements d'enseignement technique et professionnel d'un nouveau mode de gestion basé sur les résultats. Pour les établissements d'enseignement supérieur et universitaire, il s'agit de l'introduction de Contrat de Performance (CDP) signé entre l'institution et le Gouvernement. Dans ce contrat, l'institution s'engage à améliorer ses performances dans des domaines convenus. En contrepartie, le Gouvernement au travers du PEQPESU, s'engage à lui verser une dotation pour financer cet effort. Les stratégies, les indicateurs et les cibles sont librement fixés par l'institution qui est accompagnée par

l'Equipe de Gestion de Projet du PEQPESU. Ce nouveau mode de gestion vise à stimuler le développement des institutions d'enseignement supérieur et universitaire, à les aider à mener à bien leur plan stratégique de développement, à leur permettre de développer des programmes de courte durée répondant aux besoins du marché d'emploi et à les aider à s'arrimer au système LMD. Le PEQPESU finance ainsi 11 Contrats de Performance avec l'Université de Kinshasa, l'Université de Kisangani, l'Université de Lubumbashi, l'Institut Supérieur des Techniques Appliquées de Kinshasa, l'Institut National du Bâtiment et des Travaux Publics, l'Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Kinshasa et l'Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Likasi.

Pour les établissements d'enseignement technique et professionnel, le PEQPESU finance des Plans de Développement de l'établissement (PDE) pour encourager ces écoles à satisfaire davantage les besoins locaux de leur environnement économique et à promouvoir une utilisation plus efficace et transparente des ressources. Dix-huit établissements pilotes verront ainsi leur PDE financé. Une dernière réforme soutenue est l'adoption d'un Partenariat Public / Privé (PPP) plus efficace avec la participation de représentants du secteur privé dans les comités de gestion des établissements afin de mieux identifier et répondre aux pénuries de compétences, de développer des programmes alternants les études et les stages professionnels pratiques participant aux certificats et examens. Les défis de la RDC en matière d'enseignement et de formation sont certes énormes, mais notre système éducatif n'a pas que des défauts. Et comme nous venons de le voir, nous aurions tort de penser que rien ne se fait pour remédier aux difficultés. Au niveau du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, des équipes d'experts sont formées. Les nouveaux programmes de sciences et de mathématiques du cycle terminal de l'éducation de base ont été prévalidés sur terrain en mars 2017 par des équipes d'enseignants mixtes (MEPSP et MESU) et ont reçu un haut degré d'acceptation. Ils passent maintenant à la phase de mise à l'essai en septembre 2017 dans environ 540 écoles pilotes (options scientifiques) réparties dans les 14 provinces éducatives ciblées. Les premiers retours nous apprennent que les acteurs de terrain (inspecteurs, enseignants du secondaire et des ISP) accueillent très favorablement l'approche très pratique adoptée pour l'enseignement des sciences, des mathématiques, de la technologie et de l'informatique. Et pour soutenir cette approche, 18000 kits scientifiques seront distribués dans toutes les écoles options scientifiques du pays. De plus, le PEQPESU va rénover et équiper les laboratoires de six ISP et de trente-six écoles scientifiques pour en faire des institutions modèles. Il faut noter ici le caractère sectoriel des actions du PEQPESU. La modernisation des programmes et des laboratoires, et la formation des enseignants se font en cohérence et coopération entre les niveaux secondaire et supérieur. C'est une énorme avancée. Bien que nous n'ayons pas abordé la question de la revalorisation de la fonction enseignante qui reste un levier important, les réformes ici présentées apporteront des changements positifs à court, à moyen et à long terme. Mais pour ce faire, elles ont aussi besoin du soutien et de l'appui de tous, parents, enseignants, syndicats, secteur privé et public. Nous comptons sur vous tous et ensemble, nous réussirons. Bonne rentrée !

## VILLE-PROVINCE DE KINSHASA

# Un ultimatum aux propriétaires des véhicules abandonnés sur la voie publique

**Le Commissaire général de la Police nationale congolaise (PNC), le Commissaire divisionnaire principal, Dieudonné Amuli Bahigwa, menace d'envoyer les camions porte-tout les récupérer à l'expiration du délai de sept jours francs.**

Dans communiqué officiel du 24 août, Dieudonné Amuli Bahigwa a donné sept jours francs à tous les propriétaires des véhicules abandonnés, en panne ou épaves sur les différentes artères de la ville province de Kinshasa de les y retirer. Cet ultimatum a commencé, selon le numéro 1 de la PNC, à la date de la diffusion de ce communiqué.

Le Commissaire divisionnaire principal a averti les propriétaires de ces engins du passage des camions porte-tout de la PNC, en vue de les récupérer pour la casse, à l'expiration de ce délai. Il justifie cette décision par le souci d'assainir la capitale congolaise.



Un camion accidenté laissé sur la voie publique/photo John Bompengo

Il y a quelque temps, note-t-on, le Commissariat de la police de Matete, en collaboration avec le Parquet, avait également enjoint les propriétaires des véhicules

en panne ou épave abandonnés sur la voie publique, de les retirer. Des numéros ont été inscrits sur bon nombre de ces véhicules, avec instruction de ne plus les dé-

placer, en attendant les camions de la police. Pour les éléments du Parquet et de la police commis à cette tâche, ces véhicules étaient visés parce que certains servaient

de refuges aux bandits et autres délinquants qui terrorisaient les quartiers de cette municipalité. Plus de deux mois après cette décision, les véhicules en panne sont toujours garés dans la voie publique, sans que personne ne bronche.

Aussi, le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, André Kimbuta Yango, avait-il également mené, en son temps, une opération du genre, visant à assainir la ville. Des garages pirates installés dans les artères publiques, des camions en panne et autres épaves laissés sur la voie publique ont été enlevés. Mais comme on dit : « Chasser le naturel, il revient au galop », la voie publique est, à des endroits, obstruée par ces véhicules. Ce qui constitue la cause des embouteillages enregistrés dans certaines artères de la ville-province. Cette présence ternit l'image de cette mégapole.

Lucien Dianzenza

## FRAUDE FISCALE

## Des juges mis en cause

**Des chiffres sont alarmants. La République démocratique du Congo (RDC) a perdu, pour une seule année 2016, un milliard vingt millions de dollars américains (précisément 1.020.409.194) pour non paiement des taxes. Le fait est grave lorsque cette dilapidation des recettes de l'État est l'œuvre des magistrats au profit des entreprises privées opérant en RDC.**

Dans une correspondance adressée au président du Conseil supérieur de la magistrature, appuyée par un document étoffé d'une dizaine de pages montrant, noir sur blanc, les arrêts farfelus prononcés par certains juges des cours et tribunaux, la Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) a exprimé clairement son inquiétude quand aux méthodes dilatoires utilisées par certaines sociétés privées basées en RDC pour échapper aux fiscaux au détriment des régies financières.

La méthode est simple : recourir aux cours et tribunaux pour obtenir un jugement avant-dire droit pour bloquer les paiements des taxes et impôts. Des exceptions sont souvent brandies par des magistrats pour annuler définitivement l'action de paiement

des taxes au grand mépris des régies financières censées mobiliser les recettes pour des projets socio-économiques.

À la lumière des informations fournies par la Licoco aux autorités judiciaires et politiques, une commission d'enquête interinstitutionnelle est vivement souhaitée pour démanteler ces réseaux mafieux qui favorisent la fraude fiscale au pays et ternissent, à coup sûr, l'image de la magistrature congolaise. La Licoco préconise aussi que des sanctions soient prises à l'encontre des magistrats ou juges qui ont violé la loi après avoir reçu des pots-de-vin pour favoriser les entreprises concernées dans cette rocambolesque affaire. Cette pratique immorale constitue une véritable aubaine pour ces entreprises qui ont réussi, durant plusieurs années, à se détourner des services judiciaires au détriment de leurs intérêts égoïstes pour asseoir un système maffieux bien organisé. Et elles ne comptent pas s'arrêter à si bon chemin au cas où les sanctions financières et pénales ne seront pas prises afin de décourager ce genre de comportement qui fait perdre à la caisse de l'État de milliards des dollars américains.

Martin Enyimo

## CROISSANCE ÉCONOMIQUE

## L'inflation à plus de 50 % d'ici à la fin de l'année

**La Banque centrale du Congo a revu à la hausse ses prévisions pour fin 2017. Le taux d'inflation devrait finalement atteindre 52,6 % contre les 48 % de la dernière prévision.**

En dépit d'une perspective qui reste très morose à la suite des tensions politiques prolongées et le ralentissement de l'économie mondiale, la RDC a enregistré malgré tout quelques légères améliorations à la fin du premier semestre 2017. Il faut signaler par exemple la hausse des productions de cuivre et de cobalt respectivement de 15 % et 27

% au cours de cette période. Le pays, premier producteur africain de cuivre et premier producteur mondial de cobalt, a produit exactement 553 811 tonnes de cuivre et 39 535 tonnes de cobalt. Ensemble, les deux minerais représentent plus de 50 % des exportations congolaises. D'une manière générale, les mines et le pétrole génèrent 95 % des recettes d'exportations du pays. Dans son rapport 2016, la Banque mondiale a estimé ce niveau à plus de 97 %. Le même document a projeté pour le pays une croissance économique de l'ordre de 5 % en

moyenne en 2017 et 2018, un niveau au-dessus du taux réalisé en 2016. Quant à l'évolution du cadre macro-économique, la récente intervention de la BCC a permis de stabiliser effectivement le taux de change à un peu plus de 1500 FC le dollar américain. Selon la Fédération des entreprises du Congo, les efforts pour obtenir une devise nationale plus forte passeront nécessairement par la stricte application du rapatriement des 40 % des opérateurs miniers. Une tendance au rapatriement de cet argent est observée particulièrement chez les miniers membres de la FEC.

Laurent Essolomwa

## MEURTRE D'EXPERTS DE L'ONU

## Audience sur les lieux du crime

**L'audience du procès des assassins présumés des deux experts des Nations unies en République démocratique du Congo s'est tenue vendredi sur les lieux du crime au Kasai (centre), a-t-on appris de source judiciaire.**

À la demande de la défense, les magistrats du tribunal militaire de Kananga se sont rendus avec les quatre prévenus et leurs avocats aux villages Moyo Musuila et Bula Bula où les deux jeunes experts ont été tués en mars. Un chef de village a formellement reconnu l'un des prévenus, Évariste Ilunga Lumu, qui avait déjà été reconnu par un témoin lors d'une précédente audience. L'avocat des prévenus Hubert Ngulandioko s'est néanmoins dé-

claré satisfait: « À part Évariste Ilunga qu'un témoin du village a dit sans preuve avoir vu dans le groupe des miliciens meurtriers des experts, aucun témoignage supplémentaire n'est venu charger nos trois autres clients ». La justice militaire s'est transportée aussi à l'endroit de la fosse commune où les corps des deux experts, Michael Sharp et Zaida Catalan, ont été découverts. Le ministère public avait jugé « inopportune » cette audience sur les lieux du crime, estimant que « le gros de l'affaire est déjà connu » au terme des enquêtes et des témoignages depuis le début du procès le 5 juin dernier. Les deux jeunes experts onusiens enquêtaient sur les violences et sur des fosses communes au Kasai. La jeune femme a

été décapitée. Le double meurtre était un « guet-apens prémédité », a estimé un groupe d'experts de l'ONU à New York dans un rapport. Ce même rapport n'a pas exclu l'implication de membres de la sécurité d'État. Les violences qui impliquent miliciens, soldats et policiers au Kasai ont causé depuis un an la mort de plus de 3.000 personnes, d'après des chiffres rassemblés par l'Église catholique, et environ 1,4 million de gens ont fui leurs foyers dans cette région, selon l'ONU. Ces violences ont éclaté en septembre, un mois après la mort d'un chef traditionnel, Kamwina Nsapu, tué lors d'une opération militaire après s'être révolté contre le pouvoir de Kinshasa.

AFP

## INSÉCURITÉ À KINSHASA

## Juliana, la fille de Patrice Lumumba, victime d'une agression

**En réaction, la famille Lumumba a déclaré ne pas se laisser intimider par cet acte ignoble tout en demandant aux autorités de prendre les mesures adéquates pour identifier les criminels et les déférer en justice.**

Des braquages et des enlèvements sont devenus monnaie courante à Kinshasa et plus précisément dans la commune de la Gombe livrée ces dernières heures à la merci des inciviques prêts à toutes les turpitudes. À bord des véhicules IST communément appelés « Ketsch », ces hommes sans fi ni loi se livrent de jour comme de nuit à des scènes de braquages, exacerbant une insécurité déjà quasi permanente. Dernière à faire les frais de cette situation, Juliana Lumumba, la fille cadette de Patrice Emery Lumumba, premier chef du gouvernement de la RDC après son indépendance de la Belgique le 30 juin 1960. Elle a, en effet, passé un sale temps dans la nuit du vendredi 25 au samedi



Juliana Lumumba

16 août pour avoir été victime d'un braquage qui a failli tourner mal pour elle.

D'après le communiqué de la famille publié samedi matin

informant l'opinion sur ce fait inaccoutumé, la ministre honoraire dormait paisiblement chez elle lorsqu'un groupe des malfrats fera irruption dans

la résidence familiale située à la commune de la Gombe après avoir forcé la barrière. Il était une heure du matin lorsque l'incident s'est produit, indique la source avant de préciser que les intrus - tous des militaires bien armés au nombre de cinq -, ont malmené la fille Lumumba qui a essayé de résister à ses bourreaux d'un soir. Ces derniers, dans la foulée de l'action, l'ont cognée durement sur la tête et sur les côtes à l'aide de la crosse d'un fusil. Ils sont parvenus à lui « arracher son sac avec ses effets personnels et une somme d'argent avant de s'enfuir à bord d'une voiture IST », indique le communiqué.

Dieu merci, rien de grave n'est arrivé à Juliana Lumumba qui, nonobstant le traumatisme occasionné par cette agression, reste néanmoins lucide et garde ses esprits intacts. Actuellement, elle est sous observation médicale dans une formation médicale de la place, apprend-on. « Nous condamnons avec toute énergie et sans équivoque cet acte et de-

mandons aux autorités actuelles de prendre toutes les mesures adéquates pour identifier ces criminels, pour les traduire en justice, afin que justice soit faite. La famille Lumumba ne se laissera pas intimider par cet acte ignoble, car la mort est la voie de tous, et nous préférons mourir la tête haute, comme Patrice Lumumba nous a donné l'exemple », peut-on lire dans le communiqué signé François Lumumba, le fils aîné des Lumumba.

Pourquoi en veut-on à la fille Lumumba ? Qu'est-ce qui se cache derrière cette agression ? Était-ce préméditée ou pas ? Des questions sans réponses qui, à ce stade, ne font qu'alimenter la spéculation en attendant qu'une enquête judiciaire n'éclaire l'opinion sur les vraies motivations de cette attaque. Pour rappel, Juliana Lumumba a été vice-ministre de l'Information et ministre de la Culture. Elle a également été secrétaire générale de l'Union africaine des Chambres de commerce, de l'industrie, de l'agriculture et des métiers.

Alain Diasso

## FOOT-TRANSFERT

## Jean-Marc Makusu rejoint Roddy Manga à Wadi Degla en Égypte

Après des tests infructueux en Europe et une saison à demi-teinte dans V. Club, Jean-Marc Makusu n'a eu besoin que d'une autre nouvelle chance, une autre saison au Daring Club Motema Pembe (DCMP), pour retrouver ses sensations de buteur, lui qui avait été meilleur buteur du championnat d'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epfkin) avec Belor en 2013. Il va continuer sa carrière à Wadi Degla en Égypte.



Jean-Marc Makusu accueilli par Roddy Manga à Wadi Degla en Égypte

Alors qu'on avance progressivement vers la fin du mercato d'été (fin le 31 août), les mouvements de transfert sont de plus en plus intenses. Au pays, on parle du départ de l'attaquant Jean-Marc Makusu Mundele qui vient de signer pour trois ans à Wadi Degla en Égypte. Il a paraphé son contrat le mardi 23 août dernier, apprend-on. Mais un flou entoure encore ce transfert. Selon Jérôme Ntangu, conseiller en coordination du Daring Club Motema Pembe (DCMP) dernier club de l'attaquant international, Makusu a quitté le club vert et blanc de Kinshasa de manière cavalière, étant encore sous contrat d'une année avec le club entraîné par Otis Ngoma. Pour lui, le club du Caire doit entrer en contact avec le DCMP afin d'obtenir le certificat de transfert international. Mais du côté de V.Club où le joueur a évolué avant d'intégrer DCMP, Makusu avait été cédé à titre gracieux au club rival. Ce sont

les déclarations du Dr Patrice Nowa chargé de marketing des Dauphins Noirs. Pour lui, le joueur pouvait librement partir de DCMP. Et c'est ce qu'il a fait lorsqu'il a reçu la proposition de Wadi Degla.

Jean-Marc Makusu retrouve dans la capitale égyptienne, Manga Dianzenza, ex-sociétaire du FC Renaissance du Congo. Les deux joueurs ont déjà été coéquipiers, au sein de la formation de Belor AC de Kinshasa. « Après trois ans de séparation depuis Belor, aujourd'hui, on se retrouve encore à Wadi Degla. Soyez le bienvenu mon frère avec notre disponibilité 3-5-2... », a déclaré Manga, alias Sissoko, sur sa page Facebook en accueillant son ami au Caire en Égypte. Leur nouveau club est dirigé par Ahmed Hossam Hussein Abdelhamid, plus connu sous le surnom de Mido, ancien international égyptien.

Martin Enyimo



**LE COURRIER DE KINSHASA**  
www.lesdepechesdebrazzaville.com

**BON PLAN!**  
**RECRUTEMENT**



**Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent**

**FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES**  
rejoignez notre équipe marketing



**+243.856.43.6723**

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau  
Avenue des Douanes n°4  
Kinshasa, Gombe - RDC

## SOMALIE

## Les forces gouvernementales tuent huit islamistes

L'armée somalienne a affirmé avoir abattue huit islamistes somaliens lors d'un raid mené dans la nuit du 24 au 25 août dernier dans le sud du pays. Une version contestée par des leaders communautaires qui l'accusent d'avoir ciblé des civils.

« L'Armée nationale somalienne (...) et nos partenaires internationaux ont conduit une opération de sécurité tôt le 25 août près de Bariire, en Basse-Shabelle, qui a débouché sur la mort de huit terroristes shebab », a annoncé dans un communiqué le ministère de l'Information. « Aucun civil n'a été blessé ou tué dans cette opération », a ajouté le communiqué, selon lequel des combattants shebab ont commencé à tirer sur les soldats somaliens quand ceux-ci ont voulu pénétrer dans une ferme située près de Bariire. « Les personnes qui ont tiré sur les soldats de la SNA étaient des combattants shebab, ce n'étaient pas des paysans », a assuré le général Sheegow.

Cette affirmation a été contesté par des notables locaux (elders) qui ont exhibé neuf corps en présence de la presse à Mogadiscio, la capitale, et exhibé neuf corps en affirmant que les victimes – tous des civils – avaient été tués de sang-froid par les soldats de la SNA, accompagnés selon eux de conseillers militaires américains. « Les forces américaines et les membres des troupes somaliennes ont exécuté neuf civils et, comme vous pouvez le voir, tous ont été tués par balle. On leur a tiré dessus aveuglément », a déclaré aux journalistes l'un de ces elders, Abdul Elmi. Une version que confirme un responsable sécuritaire local, Ibrahim Osman, mais qui ignore les circonstances exactes de leur mort.

Les shebab, affiliés à Al-Qaïda, ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22.000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom). Ils ont été chassés de Mogadiscio en août 2011 et ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions, mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, souvent dans la capitale ou contre des bases militaires, somaliennes ou étrangères.

Josiane Mambou Loukoula

## ANGOLA

## Joao Manuel Lourenço promet de relancer l'économie du pays

Le candidat du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), Joao Manuel Lourenço, succédera au président José Eduardo dos Santos à la tête du pays. Après la victoire de son parti aux élections générales disputées mercredi avec 64, 57% des suffrages, cet ancien ministre de la Défense a déjà promis de relancer l'économie nationale.

« Ma mission sera de relancer l'économie du pays (...). Si j'y parviens, j'aimerais être reconnu dans l'histoire comme l'homme du miracle économique en Angola », a-t-il déclaré. Joao Lourenço a aussi promis de « combattre la corruption ».

Durant la campagne, il avait assuré qu'il ne comptait pas, au moins dans un premier temps, s'affranchir de la ligne du parti. « Nous allons continuer le travail qu'Agostinho Neto (premier président de l'Angola indépendant) a engagé dans le passé et que le président dos Santos a lui-même continué jusqu'aujourd'hui », avait-il promis en clôturant sa campagne.

À la tête du pays depuis son indépendance du Portugal en 1975, le MPLA qui a remporté les élections générales conservera la majorité absolue des 220 sièges du Parlement, selon des résultats partiels annoncés jeudi par la Commission nationale électorale (CNE). Ses deux principaux adversaires, l'Unita et la Casa-CE, n'obtiennent que respectivement 24,04% et 8,56% des voix. Ils ont immédiatement contesté cette victoire sans appel.

Le président Eduardo dos Santos doit rester président du MPLA jusqu'en 2022, avant de passer le témoin à Joao Manuel Gonçalves Lourenço. Mais son dauphin désigné, un général à la retraite de 63 ans, hérite d'un pays plongé depuis trois ans dans une profonde crise économique, due à la chute des cours du pétrole.

Pour certains analystes, le parcours politique de Joao Manuel Lourenço, entamé en 1970 témoigne de sa loyauté sans faille au parti et de ce qu'il était bien préparé pour accéder au pouvoir. « Cela fait longtemps que je me prépare à cette fonction et que l'on m'y prépare », a-t-il confié en février à l'annonce officielle de sa candidature.



Joao Manuel Gonçalves Lourenço (DR)

Né le 5 mars 1954 à Lobito (ouest), Joao Manuel Lourenço a grandi dans une famille très engagée politiquement puisque son père, un infirmier, a purgé trois ans de prison pour activité politique illégale. Joao Manuel Lourenço a étudié l'histoire dans l'ex-Union soviétique avant de rejoindre la lutte pour la libération de l'Angola en 1974. Après la chute de la dictature au Portugal, il prend part aux combats qui conduiront un an plus tard à l'indépendance de l'Angola, le 11 novembre 1975.

Neuf ans après, soit en 1984, il devient gouverneur de la province de Moxico (est) et entame son ascension dans l'organigramme du parti. Il est d'abord nommé comme chef de la direction politique de son ancienne branche armée, puis devient président de son groupe parlementaire et vice-président de l'Assemblée nationale. En 2014, le général Joao Manuel Lourenço accède au poste de ministre de la Défense. Il assumera ensuite les fonctions de vice-président du MPLA, qui le feront entrer dans le cercle étroit des dauphins possibles du président Eduardo dos Santos.

Nestor N'Gampoula



## Notre engagement pour l'environnement

C'est avec grand plaisir que nous portons à la connaissance de tous que la Société Centrale Electrique du Congo S.A. a obtenu sa certification ISO 14001:2015 démontrant ainsi son engagement pour le respect de l'environnement.

ISO 14001 est une norme convenue à l'échelle internationale qui établit les exigences relatives à un système de management environnemental.

Elle prévoit de fournir un cadre aux organismes afin de protéger l'environnement et de répondre à l'évolution des conditions environnementales en tenant compte des besoins socio-économiques ; Elle prévoit par ailleurs la nécessité de s'inscrire dans une dynamique d'amélioration continue de la performance environnementale.

ISO 14001 permet à un organisme d'envisager toutes les questions environnementales liées à ses opérations, telles que la pollution atmosphérique, la gestion de l'eau et des eaux usées, les nuisances sonores et visuelles, la gestion des déchets, la contamination du sol, l'atténuation des changements climatiques ainsi que l'adaptation et l'utilisation efficace des ressources.

Il s'agit de planifier, de réaliser, de vérifier et d'agir à travers :

- Une plus grande implication de la Direction;
- La mise en œuvre d'initiatives proactive pour préserver l'environnement de tout préjudice et de toute dégradation;
- L'adoption d'une perspective de cycle de vie, pour que les aspects environnementaux soient abordés dès la conception jusqu'à la fin de vie;
- Le respect aux exigences légales et réglementaires, actuelles et futures.

La CEC s'engage à travers sa production à réduire l'émission de gaz à effet de serre de deux manières :

- Le cycle combiné;
- La turbine en mode pré-mix.

La Direction

## COOPÉRATION

## Des chercheurs chinois visite Les Dépêches de Brazzaville

Une délégation de chercheurs de l'Institut des études africaines, conduite par son directeur Xu Weizhong, se sont entretenus, le 26 août à Brazzaville, avec le directeur des Rédactions du quotidien « Les Dépêches de Brazzaville », Emile Gankama, pour mieux cerner les domaines de coopération à exploiter.

La coopération sino-congolaise qui, au départ était politique, est devenue économique notamment dans le domaine des infrastructures. Après l'achèvement de plusieurs projets dans ce domaine, ce pays d'Asie veut explorer d'autres secteurs afin de rentabiliser les investissements. C'est dans ce cadre que la délégation d'experts chinois a conféré avec les journalistes du quotidien « Les Dépêches de Brazzaville ». Il était question, pour ces chercheurs, de se faire une idée sur les opportunités qu'offre le Congo en vue d'étendre la coopération à d'autres domaines.

De cet entretien, la coopération dans le domaine agricole s'est révélée salutaire pour les deux parties. Le Chinois estime que cette forme de collaboration est actuellement perdant-perdant par manque d'initiatives. « Les deux pays doivent avoir une vision commune (...). Actuellement la coopération entre la Chine et l'Afrique est une coopération perdant-perdant. La coopération commerciale entre les deux parties va augmenter. Je pense que c'est le moment d'avoir plus d'investissements chinois en Afrique », soutient Xu Weizhong, directeur à l'Institut des études africaines.

« L'investissement à l'agriculture n'est pas profitable à la Chine, car nous finançons plus que nous gagnons. Nous exportons



Les chercheurs chinois en photo de famille avec les responsables de la rédaction (Adiac)

beaucoup. Nos investissements ne sont pas profitables », témoigne-t-il. Pour éviter ce problème, il recommande au Congo de s'ouvrir au marché international pour des investissements rentables. « De la Chine, le Congo espère avoir de l'expertise et du soutien. Développer le marché local est une chose, mettre le cap sur le marché international en est une autre », explique le chercheur, qui souligne la contreperformance du gouvernement congolais dans ce domaine. Pour ce faire, il faut agir de façon à booster ce secteur non seulement pour servir le marché local. « Les fruits tropicaux sont très prisés en Chine », a fait savoir Xu Weizhong, et d'insister sur la transformation des produits locaux pour faciliter l'exportation, car selon lui, le seul problème demeure les barrières douanières. Il a, par ailleurs, souligné la nécessité de se doter d'une mercuriale afin de contrôler le marché.

Au cours de ces échanges, bien d'autres questions ont été soulevées, à l'instar des différentes Zones économiques spéciales (ZES) en création au Congo. « Les infrastructures demandent de l'argent. Il est aussi mieux de développer les capacités de production en Afrique. D'après moi, les Chinois ne peuvent pas décider de ce que l'Afrique veut. La crise est une opportunité pour changer les choses. L'Afrique ne peut pas se passer du développement agricole et de l'industrie manufacturière », a-t-il conclu.

Après le Congo, cette délégation se rendra au Rwanda toujours pour prospecter les domaines de coopération. Signalons que les Instituts chinois de relations internationales contemporaines (CICIR) sont un organisme de recherche complet qui met l'accent sur les études internationales et leur impact.

Josiane Mambou Loukoula

## CAMEROUN

## Quinze personnes abattues par Boko Haram

Dans l'Extrême-nord du Cameroun, une attaque attribuée à Boko Haram a fait 15 morts le 25 août vers minuit dans la localité de Gakara, dans l'extrême-nord du Cameroun. Huit personnes ont été enlevées par l'organisation terroriste.

« Boko Haram a abattu par balle 15 personnes à Gakara. Les islamistes ont enlevé huit personnes, mais trois d'entre elles sont rentrées le vendredi. De plus, ils ont brûlé 35 maisons », a rapporté une source sécuritaire jointe dans la région.

Dans cette localité située non loin de la frontière nigérienne, les islamistes de Boko Haram, dont les assauts dans cette région sont récurrents, ont longtemps régné en maîtres. De sources sécuritaires, beaucoup sont reclus dans les montagnes de Kerawa. Gakara leur sert souvent de point de passage pour des attaques en territoire camerounais.

Au Nigeria, cinq personnes ont été tuées vendredi dans une embuscade tendue par Boko Haram dans le nord-est du pays, quelques jours après des attentats-suicides dans les environs qui avaient fait 28 morts, selon des sources locales. Le conflit de Boko Haram, particulièrement meurtrier dans la région du lac Tchad, a fait plus de 20.000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis que le groupe extrémiste a pris les armes en 2009.

Josiane Mambou Loukoula

## Tony Elumelu témoigne sa sympathie à la Sierra Leone avec un don de 500 000 dollars

Suite au désastre sans précédent du 14 août dernier, Tony Elumelu, Promoteur de la Fondation Tony Elumelu et Président de United Bank for Africa (UBA), a, le mercredi 23 août, effectué une visite au peuple et au gouvernement sierra-léonais pour leur témoigner sa sympathie pour les pertes importantes causées par des coulées de boue et les inondations dévastatrices qui ont coûté la vie à des centaines de personnes et porté disparus beaucoup d'autres.

M. Elumelu a, en compagnie de l'ancien Président nigérian, Olusegun Obasanjo, et sierra-léonais, Ernest Koroma, visité certains des survivants à l'hôpital Connaught à Freetown, à son arrivée dans le pays. Plus tard, au palais présidentiel de Sierra Leone, il a fait un don de 250 000 dollars au nom de la Fondation Tony Elumelu et un autre don de 250 000 dollars au nom du personnel, de la direction et du conseil de United Bank for Africa (UBA) sous forme d'une aide d'urgence aux victimes de la catastrophe.

S'exprimant en solidarité avec la Sierra Leone, M. Elumelu a chargé le secteur privé africain et mondial à se joindre aux efforts de secours et de réhabilitation en cours. « Pour moi, les dons que nous faisons sont ce qu'ils sont, insuffisants mais symboliques. A un moment comme celui-ci, le monde doit se montrer solidaire pour



soutenir les victimes de ce malheureux désastre. Ce n'est pas une situation que l'on souhaite, mais lorsqu'elle se produit, nous devons tous nous mettre ensemble pour nous soutenir mutuellement.

Il a poursuivi en exhortant le reste du monde à ne pas fermer les yeux sur le sort de la Sierra Leone: « Nous avons en mains un désastre humanitaire de grandes proportions. Cela nécessite une mobilisation à l'échelle mondiale. Nous avons enterré plus de 600 personnes et beaucoup d'autres sont encore portées disparues. Nous

devons tourner le projecteur mondial vers l'Afrique. Le monde doit se tenir aux côtés de l'Afrique tout comme l'Afrique s'est par le passé tenue aux côtés du monde ».

Le Président de UBA a rassuré les Sierra Léonais du soutien inébranlable de la Banque. « United Bank for Africa (UBA) continuera de jouer son rôle en aidant les petites et moyennes entreprises et les femmes, en particulier dans les zones touchées, pour leur permettre de reconstruire leur vie économique ».

Le Président sierra-léonais, tout ému

par ce geste, s'est félicité de la présence inébranlable de M. Elumelu aux côtés de son pays dans les moments difficiles, en précisant: « En vous, nous avons un frère et quelqu'un sur qui nous pouvons compter ». Il s'est également félicité de la consistance du Promoteur de la Fondation Tony Elumelu (TEF): « Vous nous avez toujours soutenu. United Bank for Africa (UBA) était là immédiatement après la guerre pour nous fournir des services bancaires pour soutenir nos efforts de reconstruction. Aussi, lors de notre lutte contre la maladie à virus Ebola, vous étiez là par l'intermédiaire de United Bank for Africa (UBA) et de la Fondation Tony Elumelu (TEF) et vous nous avez apporté un soutien important. Une fois encore, vous êtes là pour nous soutenir ».

Le don de M. Elumelu servira à soutenir les victimes, dont certains sont à l'hôpital et ont besoin de nourriture, de vêtements et de médicaments. Cette aide tant attendue sera également consacrée aux efforts de secours et de réhabilitation en cours et à la construction de camps permanents pour abriter les personnes affectées. Les récentes coulées de boue en Sierra Leone constituent la troisième catastrophe à dévaster ce pays d'Afrique de l'Ouest au cours de la dernière décennie.



## ÉCONOMIE FORESTIÈRE

## Rosalie Matondo se fixe plusieurs objectifs

La ministre de l'Économie forestière et du développement durable, Rosalie Matondo, reconduite à son poste dans le nouveau gouvernement, a annoncé hier à ses collaborateurs, les priorités du département parmi lesquelles, le renouvellement de la loi forestière datant de 16 ans.

« Pendant les seize derniers mois, nous avons préparé la révision du code forestier. Nous allons soumettre cette vision au nouveau gouvernement, et au parlement », a indiqué Rosalie Matondo.

S'agissant de la certification forestière, la ministre entend poursuivre les aménagements forestiers. Rappelons que sur une superficie totale de 21 millions d'hectares de forêts denses recensées, le Congo dispose actuellement de 1.574.310 hectares certifiés, dont deux en chaîne de contrôle et deux en gestion forestière.

Le ministère de l'Économie forestière entend diversifier son secteur d'activité via la transformation plus poussée du bois. Les sociétés forestières évoluant au Congo sont, par conséquent, invitées à participer à l'industrialisation de ce secteur.

En vue d'améliorer les recettes du bois au Trésor public, le département s'emploie à mettre en place une bonne documentation. « Il s'agit pour nous de comprendre et de faire comprendre aussi à la population ce que le bois apporte dans les recettes nationales. Les gens parlent beaucoup sans comprendre ce qu'il en est réellement », a-t-elle souligné.

Par ailleurs, dans le souci de rendre disponible le bois sur le marché national au prix abordable, le ministère et les sociétés forestières sont en train de réfléchir sur le partage de production.

La République du Congo est l'un des pays d'Afrique centrale ayant en partage les forêts du Bassin du Congo qui est le deuxième poumon vert du monde après la forêt amazonienne. Le domaine forestier congolais couvre plus de 20 millions d'hectares, soit plus de 60 % du territoire national.

Le secteur du bois occupe la deuxième place dans l'économie congolaise après le pétrole. Ce secteur représente près de 5 % du PIB et une part importante des exportations. Dans le cadre de la lutte contre les coupes illégales et le commerce y afférent, le pays s'est inscrit volontairement dans l'initiative FLEGT (Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux).

Lopelle Mboussa Gassia

## CORPORATION

## Les jeunes entrepreneurs du numérique veulent s'unir en association

Développeurs, designers, managers projets et autres spécialistes des métiers du numérique se sont convenu, vendredi à Brazzaville, de faire de l'Association des jeunes entrepreneurs du numérique (AJENC) un outil de promotion et de valorisation des métiers, en vue de contribuer efficacement à l'éclosion d'une véritable économie numérique au Congo.

Créée en avril 2017, la JENC doit aller au-delà d'une association pour revêtir une compétence corporative. Si ce « digital Talk » organisé vendredi avec l'aide du Pnud a servi d'invite aux autres professionnels de rejoindre l'initiative, il a été surtout l'occasion de poser les jalons d'une vraie opportunité qu'offre une organisation de professionnels.

« Ensemble nous pourrions atteindre les défis qui se posent à nous. Les solutions à plusieurs inquiétudes que nous soulevons peuvent trouver des réponses si la JENC est mieux organisée et si nous parlons tous le même langage », a déclaré Biberic Gakegne Lokwa, manager projet à l'association.

La JENC voudrait, en effet, défendre les droits des développeurs et entrepreneurs du numérique pour que ceux-ci s'expriment davantage et gagnent mieux leur



Biberic Lokwa au premier plan (Adiac)

vie. Plusieurs défis se posent à ces jeunes dont l'écosystème du numérique au Congo offre à la fois d'opportunités mais aussi des difficultés à surmonter.

Malgré l'affluence de talents reconus et l'existence d'incubateurs, le génie congolais peine à se libérer, même localement. « La plupart des applications que nous utilisons viennent d'ailleurs alors que nous avons des créateurs qui ont réalisé des produits magnifiques », a fait remarquer un développeur.

Plusieurs préjugés entérinent cet état de fait, ont évoqué la plupart d'entrepreneurs sur place. L'absence d'un espace de dialogue pour déceler ensemble les priorités relatives à l'ancrage de l'entreprenariat dans le numérique reste l'un des torts à corriger. Les start-up ont par ailleurs fustigé la

cherté de l'Internet et l'absence de certaines lois qui doivent aider à l'éclosion de services online sécurisés et l'éclosion d'une vraie économie numérique.

Au cours de ce « digital Talk », les débats ont également porté sur l'ouverture des API par les opérateurs du mobile pour « permettre aux développeurs de gagner de l'argent ». Un sujet qui, à en croire plusieurs développeurs, devra regarder les autorités compétentes à l'instar du ministère en charge de l'Économie numérique.

Une API, (Application Programming Interface), est ce qui permet aux programmes de « parler » les uns aux autres et d'atteindre un public plus large. « Les API des opérateurs peuvent encore jouer un rôle pour débloquent la croissance des start-up. Il s'agit d'une fenêtre d'opportunité pour les opérateurs et les start-up, mais il peut ne pas durer », explique un développeur, soucieux de mieux exploiter son application.

Après Brazzaville, les managers de l'AJENC compte atteindre d'autres villes du pays pour fédérer développeurs et start-up autour de l'association. Le but est, souligne Biberic Gakegne Lokwa, « de comprendre les motivations des uns et des autres et de parvenir bientôt à une organisation corporative plus efficace pour valoriser les métiers ».

Quentin Loubou

## LE FAIT DU JOUR

## Nous-y voici...

Combien d'institutions restent-il à pourvoir au Congo, pour parachever celles prévues par la nouvelle Constitution ? On peut dire que les plus emblématiques l'ont déjà été. Après la présidence de la République, le 20 mars 2016, la deuxième tête de l'exécutif, le gouvernement, a été reconfigurée à la suite d'un exercice d'une année et quatre mois, l'Assemblée nationale newlook est en place, en même temps que les conseils départementaux et municipaux. Toutes ces instances électives ont vu le jour la semaine dernière.

Le mois d'août, qui est aussi pour la République du Congo, celui de la célébration de l'indépendance nationale aura été riche en événements politiques. Mais celui qui pointe à l'horizon, le mois de septembre, le sera sans doute aussi, et de façon déterminante. Si l'on

pense, en effet, aux annonces des plus hautes autorités sur les échanges avec le FMI, il sera question, pour le gouvernement, en traitant carte sur table avec cette institution, de savoir prendre la mesure des accords qui seront signés. Et ensuite d'en partager la quintessence au monde des travailleurs, des étudiants, à la population et donc au citoyen lambda.

Bien évidemment, l'autre jour, le premier conseil de cabinet du nouveau gouvernement a donné lieu à de chaudes accolades entre ceux et celles qui sont revenus ou sont venus. Une célébration tout à fait normale, car il s'agit humblement, pour chacune et chacun de prendre en considération le fait que, à confiance renouvelée ou créée, à résultats attendus. Non seulement par le chef de l'État qui a renouvelé ou créé cette confiance, mais aussi par leurs

concitoyens qui, autant qu'ils, cinq millions environ, ont les yeux (combien d'yeux ?) tournés vers leur gouvernement. Ils attendent de lui, presque des lingots d'or. Dans ces moments de crise, beaucoup plus encore !

On aimerait aussi que les Conseils municipaux et départementaux, expression de la démocratie locale, ne se contentent pas que de l'écharpe que porteront leurs distingués membres. Par le passé, quand la petite vache était dodue, on ne peut pas dire que tous ont brillé par la quête du résultat. Certains avaient pu, avec le budget disponible versé par la tutelle, remplir au mieux leur mission ; d'autres, et peut-être les plus nombreux avaient échoué à conquérir les cœurs de leurs propres mandants. Parce que les subsides financiers ne seront plus les mêmes que ceux que procu-

rait la tutelle par le passé du fait de la crise, parce qu'il faut à nos organes délibérants locaux le sens aigu des responsabilités.

Nous-y voici sur le chemin du parachèvement des institutions de la nouvelle République, vous voilà ornés de vos atours pour le bien de tous. À ceux qui ne souhaiteraient pour rien au monde écouter dire les choses telles qu'elles ont été dites, ici, avec souplesse et respect pour ceux qui lisent et ceux qui se sentent concernés, tentez s'il vous plaît de gagner l'émulation du rendement. Vos compatriotes vous en seront infiniment reconnaissants. Le contraire porterait à suivre Jules Renard : « si l'argent ne fait pas le bonheur, rendez-le ! » Heureusement, le sacerdoce du mandat public est une chose vertueuse. Bon vent à tous donc !

Gankama N'Siah

# Congo Terminal, filiale du groupe Bolloré reçoit trois certificats

**Courant deuxième trimestre 2017, Congo Terminal, filiale du Groupe Bolloré a reçu des certifications sur son activité de manutention des navires porte-conteneurs au Port Autonome de Pointe-Noire. La Certification ISO 9001 /2015, la Certification Pedestrian Free Yard (Terminal sans piétons), la Certification ISPS. Ces distinctions reçues récemment par l'entreprise viennent ainsi renforcer son engagement dans l'amélioration de sa qualité de service afin de demeurer la 1ère plateforme de transbordement de l'Afrique Centrale et la porte d'entrée du bassin du Congo.**

Plusieurs chefs de service et cadres de Congo Terminal se sont donc exprimés après la remise de ces certificats, à savoir Huguette Massamba, responsable Formation, Michèle Batamio, responsable qualité et Guy Michel Passi, responsable HSE/Sûreté.

Pour rappel, Bureau Veritas Certification a délivré le document qui atteste que le système de management de la firme susmentionné a été audité et jugé conforme aux exigences de la norme standard ISO 9001 : 2015.

Un autre document de Bureau Veritas Certification témoigne de ce que les pratiques et dispositions de l'entreprise susmentionnée ont été auditées et jugées conformes aux exigences de la procédure: POQHSE.PT.020 PEDESTRIAN FREE YARD CONCEPT.

Enfin, l'attestation de conformité est le troisième document qui certifie la conformité de l'installation portuaire exploitée par Congo Terminal conformément au plan de sûreté de la société avec les dispositions du chapitre XI-2 et de la partie A du Code International pour la Sûreté des Navires et des installations Portuaires (Code ISPS).

**Huguette Massamba, responsable Formation à Congo Terminal a participé au processus qui a abouti à la certification ISO 9001/ 2015 :**

« Avant d'arriver à l'audit de certification et à la certification elle-même, nous avons beaucoup travaillé sur les sensibilisations et les communications. On a fait beaucoup de réunions pour permettre à tous ceux qui sont dans le processus d'être à l'aise dans leur façon de travailler, d'être en conformité avec les aspirations de l'entreprise. Moi, par exemple, j'ai participé personnellement à cette première étape qui a consisté à réunir les managers, les responsables des ser-



vices pour qu'ensemble nous regardions notre politique qualité, qu'on l'adapte à notre réalité, pour que chacun sache qu'est ce qu'il faut mettre en avant dans notre manière de travailler. Après cette escale de sensibilisation et de communication, nous avons eu des audits à blanc, qui ont été organisés dans l'entreprise pour vérifier si ce que nous avons dit dans les sensibilisations et les communications était ancré dans les pratiques au quotidien. J'ai eu la chance d'être choisie comme auditrice interne

et j'ai mené les audits. Ce travail m'a permis de comprendre les enjeux qu'il y avait derrière. J'ai eu la chance ou la malchance d'auditer le directeur général. J'ai dû me donner à fond pour y arriver. A la fin de tous ces audits internes, nous avons été soumis à l'audit de certification c'est-à-dire un organisme indépendant est arrivé et nous a tous audités au même niveau, tous les processus qui ont été dans le périmètre de certification notamment la formation ».

Ce travail a apporté à coup sûr des avantages à capitaliser pour la bonne marche de l'entreprise « Cela nous a permis de savoir à quel niveau on se situait nous-même en tant que processus, moi en tant que responsable processus de la formation. On a jugé notre travail et on a regardé ce qui était bon et on nous a dit ce qui pouvait être amélioré. Cela m'a permis de savoir à quoi correspond un audit puisque je l'ai pratiqué. Aussi, être choisie comme auditrice interne est une compétence supplémentaire que j'ai reçue dans l'entreprise, je pense qu'aujourd'hui je travaille différemment par rapport à la manière dont je travaillais avant parce qu'il y a des éléments que je n'avais pas qui se sont ajoutés dans mon bagage. Aujourd'hui, quand vous êtes audités, on scrute des pratiques et quand on n'a jamais subi un audit, c'est difficile de savoir exactement qu'est ce qu'on attend de vous. Je peux dire que ce travail m'a monté en compétence dans l'entreprise, j'ai appris à mieux travailler, à comprendre que l'entreprise fonctionne comme un système. On ne peut pas travailler en autarcie, il faut être en lien avec les autres. »

En dépit des efforts fournis, les écueils n'ont pas manqué « Souvent en entreprise, dans nos mentalités, on pense qu'on est seul, on se bat à travailler pour son service, on oublie que l'on doit lier son travail avec le travail des autres, il y a comme des maillons qui s'emboîtent. Et cela a été une des difficultés à surmonter dans ce travail ».

**Michèle Batamio, responsable qualité donne son sentiment sur ce processus qui a abouti à la certification ISO.**

« On a d'abord fait un petit diagnostic pour savoir où nous nous trouvions par rapport à la norme et après on a défini ce qu'on appelle couramment un plan d'actions. Nous avons donc fait une grosse communication. Communiquer avec le personnel, leur dire pourquoi on faisait la certification et les avantages à en tirer. Puis, nous avons défini des objectifs chiffrés ».

« Avec la globalisation et la mondialisation, nous sommes dans un monde de concurrence. Au niveau de l'Afrique centrale, nous voulons conforter notre place de première plateforme et dire au monde entier que nos méthodes de travail respectent les normes internationales. Qui dit normes internationales dit respect de la norme l'ISO 9001 par exemple. En respectant cette norme, nous respectons les exigences qui vont avec et nous visons l'accroissement de la satisfaction client. Nous, à Congo Terminal, c'est vrai que nous avons le monopole au niveau national mais nous visons l'Afrique Centrale, nous visons les différents terminaux qui nous accompagnent. Et du coup nous voulons nous démarquer en disant aux clients nous



sommes certifiés, nous sommes plus proches de vous, nous traitons vos réclamations ».

Pour arriver à la certification, plusieurs étapes ont été parcourues « La norme a des exigences. Par rapport aux exigences, il faut d'abord savoir si la norme s'applique à son activité. Parce qu'il y a des chapitres qui ne s'appliquent pas par rapport à la spécificité. Il a fallu donc définir un plan d'actions, expliquer aux agents ce qu'il fallait faire pendant le déploiement du plan d'actions et voir à chaque fois le niveau de maturité par rapport au système. En faisant des audits internes. Plusieurs réunions ont été tenues pour voir si la façon de faire cadrerait avec la stratégie de l'entreprise. L'une des exigences était d'organiser des enquêtes de satisfaction. Il faut respecter les exigences légales et réglementaires. Elles constituent la base de vérification pour les auditeurs certificateurs. »

**L'impact de ces rapports sur les clients**

Avant on avait une façon de faire, la norme nous a appris qu'il fallait beaucoup communiquer surtout en interne, être très proche du personnel, définir des objectifs fixés - par exemple le nombre d'avarie, le taux de cadence...

On a défini plusieurs objectifs fixés et à chaque fin du mois on tient une réunion d'information avec les responsables, lesquels répercutent l'information auprès de leurs collaborateurs immédiats. Au niveau des clients, nous avons maintenant des boîtes à suggestions, nous faisons des enquêtes tous les six mois. Dès qu'il y a une anomalie, nous la traitons même en interne. Nous avons maintenant des services qui ont des réunions qu'on qualifie de « relation clients-fournisseurs ». Une façon de dire que le client n'est pas seulement externe, il est aussi interne. Dans une entreprise, il y a la relation client-fournisseur. Cela apporte un plus et quand la direction est très impliquée, cela va beaucoup plus vite comme c'est le cas chez nous.

Au niveau des collaborateurs, on a des documents en français, on passe la même information en langues vernaculaires pour montrer le bien fait de la certification. Aujourd'hui, le personnel est très impliqué.

**Guy Michel Passi, chef de service HSE/sûreté nous parle du certificat Pedestrian Free Yard et conformité au code ISPS décernés à Congo Terminal**

Le Pedestrian Free Yard veut dire « Terminal sans piétons ». C'est-à-dire ceux qui travaillent sont dans des endroits précis, sécurisés, si bien qu'ils

ne sont pas exposés à d'éventuels accidents. L'évaluation de la gestion du Terminal à conteneurs du Port Autonome de Pointe-Noire a permis d'évaluer le niveau de conformité aux exigences du Pedestrian Free Yard à 99% « Ce chiffre éloquent est un exploit. Il n'a jamais été réalisé sur un terminal quelconque dans le monde, sauf au Congo. Il se justifie par la démarche globale qui a été menée dans l'entreprise. Pedestrian Free Yard est un référentiel du Groupe Bolloré, mis en place pour qu'il y ait une forte diminution des accidents. Ce concept implique un certain nombre d'exigences qu'il faut absolument respecter. À ce titre, il faut l'implication de tous car là où il y a des exigences il y a des comportements qu'il faut changer. Ce concept s'applique aussi aux partenaires extérieurs (douanes, marine marchande, police portuaire etc...). Tous, nous nous devons d'avoir la même vision. Obtenir la certification Pedestrian Free Yard apporte une plus-value certaine « Un Terminal certifié Pedestrian Free Yard est un terminal qui vous assure qu'il a la pleine maîtrise de tous le processus lié à son activité. Cela veut dire que nous maîtrisons les risques liés à notre activité. Cela prouve aussi que c'est un endroit sécurisé en dépit des opérations s'y déroulent (opérations de levage, de manutention, véhicules qui circulent...). Nous rassurons ainsi les partenaires et renforçons l'image positive de notre entreprise. Tout ceci démontre la capacité de l'entreprise, à s'adapter aux changements. N'oublions pas que l'idéal du Groupe Bolloré est que tous les terminaux conteneurs et rouliers soient certifiés.

Aujourd'hui, la grande majorité d'entre eux a déjà obtenu ce sésame. Cependant, l'on ne doit pas dormir sur nos lauriers et surtout ne pas se relâcher ».

Congo Terminal a reçu le 23 juin 2017, de la part du Gouvernement congolais, la déclaration de conformité au code ISPS (Code international



pour la sécurité des navires et des installations portuaires). Les autorités en charge des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande certifient dans cette déclaration la conformité des installations de Congo Terminal au code ISPS, et qu'après vérification, ces installations sont exploitées conformément au plan de sûreté portuaire approuvé.

Pour Guy-Michel Passi, ceci est une preuve supplémentaire de la reconnaissance nationale des atouts et compétences que les équipes de Congo Terminal ont déjà dévoilé au grand jour et qui sont reconnus aujourd'hui sur le plan international.

- Identifier les besoins de formation et de développement du personnel et mettre en œuvre les actions nécessaires
- Mettre en place une structure organisationnelle appropriée pour atteindre les objectifs fixés

**PARTENAIRES**

**Internes :**

- Comité exécutif de l'entreprise
- Groupe CCO
- Vice-Président Régional
- Comité d'Audit
- Auditeurs internes

**Externes**

- Auditeurs externes
- Distributeurs, Vendeurs,...

**Les candidatures féminines sont vivement souhaitées**

**Date limite et lieu de dépôt des candidatures :**

Les candidatures (lettre de motivation, curriculum vitae, récépissé de l'Onemo avec attestation de diplôme et références) sont à adresser, au plus tard le 31 août 2017, au siège social de MTN Congo, 36 avenue Amilcar Cabral, centre-ville, BP 1150, Brazzaville - Congo, sur notre site [www.mtncongo.net](http://www.mtncongo.net) ou sur [recrutement.MTNCONGO@mtn.com](mailto:recrutement.MTNCONGO@mtn.com)

**VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO**

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

**SCULPTURES**    **PEINTURES**

**CÉRAMIQUES**    **MUSIQUE**

**Musée du Bassin du Congo**

**galerie CONGO**

**ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS**

de la **Tradition** à la **Modernité**

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso  
Immeuble les manguiers - Mpila  
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

## Compte rendu du Conseil des ministres du samedi 26 août 2017

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce Samedi 26 Août 2017 au Palais du Peuple, sous la très haute autorité de Son Excellence, Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République, Chef de l'Etat.

Un (1) seul point était inscrit à l'ordre du jour, à savoir une Communication du Président de la République à l'intention des Membres du Gouvernement.

Prenant la parole, Son Excellence, Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République, Chef de l'Etat, après avoir félicité les Membres du Gouvernement récemment nommés et salué ceux qui poursuivaient leur mission a, d'emblée, tenu à rappeler que la présente réunion du Conseil des Ministres était la première depuis la formation de la nouvelle équipe gouvernementale.

Le Chef de l'Etat a souligné que notre pays s'acheminait lentement, mais sûrement vers la finalisation du processus de rénovation de nos institutions et de notre vie publique, entamé en 2014 avec la maturation du débat sur leur évolution.

Il a rappelé que ce processus, scandé par les débats initiés par les consultations présidentielles de mai 2015, poursuivi par le Dialogue de Sibiti en juillet, avait connu son point culminant avec le référendum du 25 octobre de la même année qui a vu le peuple, dans son immense majorité, approuver l'entrée de notre pays dans une République nouvelle.

Poursuivant son propos, le Président de la République a souligné que l'élection présidentielle de mars 2016, puis les élections législatives et locales de juillet 2017, ont constitué des étapes décisives dans la mise en place de l'architecture institutionnelle voulue par le peuple congolais.

Tout en se félicitant du haut niveau de maturité des Congolaises et des Congolais, qui ont refusé de céder aux velléités de violence portées par certaines forces politiques, et ont privilégié un débat ouvert et démocratique, le chef de l'Etat a rappelé que si l'élection attendue des sénateurs permettrait la finalisation du processus de mise en place des institutions élues, celle-ci, pour être parfaite, devait impérativement être complétée par l'adoption des textes d'application permettant l'installation de toutes les institutions prévues par la Constitution du 25 octobre 2015.

A cet effet, il a instruit le Gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin que l'ensemble de l'édifice institutionnel soit opérationnel avant la fin de cette année.

Abordant les urgences qui marqueront les prochaines semaines, le Président de la République a indiqué que, bien entendu, et compte tenu de leur importance, les Membres du Gouvernement devaient se mettre, individuellement et collectivement, immédiatement au travail, et ce sous sa supervision et sous la direction du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

A cet égard, il a bien entendu conclu sur le fait qu'il n'était pas question de vacances ou de congés sous quelle que forme que ce soit, pour lui même et pour les Membres du Gouvernement à peine constitué, et ce compte tenu du programme chargé des prochaines semaines, à savoir :

Le début des discussions avec le Fonds Monétaire International, et ce courant septembre ; L'élaboration de la future Loi de finances exercice 2018, élaboration rendue délicate du fait de la conjoncture financière et économique traversée par notre pays; La déclinaison d'un important calendrier diplomatique

qui mettra à contribution notre pays, et notamment sa plus haute autorité, quant à la résolution de quelques crises qui traversent notre continent ;

Poursuivant la déclinaison de ses grandes orientations, le Chef de l'Etat a tenu à rappeler les termes par lui utilisés durant son Message à la Nation du 14 Août dernier, prononcé à l'occasion des Festivités marquant l'anniversaire de l'accession du Congo à l'indépendance. Il a rappelé qu'il attend donc, et le peuple l'attend avec lui, un Gouvernement efficace et porté sur l'action.

Après avoir donné plusieurs exemples concrets soulignant les attentes du peuple, le Président de la République a fixé quelques orientations urgentes, à savoir :

La nécessité de la remise en service du Chemin de Fer Congo Océan (CFCO), axe de communication majeure pour notre économie et pour nos populations, infrastructure, hélas, trop souvent prise en otage par les bandits armés à la solde de M. Frédéric BINTSAMOU, alias NTUMI, ainsi que la sécurisation de la route lourde Pointe-Noire/Brazzaville ; A cet effet, il a instruit M. le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, de mettre en place un Comité ministériel réunissant les départements compétents, afin de résoudre cette question. La mise en place rapide d'un Comité interministériel de lutte contre les érosions, notamment pour les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire, et ce afin de prévenir toute catastrophe éventuelle, comme certains événements récents, dont ceux survenus dans la République sœur de SIERRA-LEONE, viennent de nous donner un triste exemple ;

Plus globalement, le Chef de l'Etat a réitéré le fait que notre pays ne connaissait ni banqueroute ni faillite. Il a souligné que le Congo traversait simplement un moment difficile, qui sera surmonté avec la contribution et la participation de tous et de chacun.

Achevant son propos, le Président de la République a appelé le Gouvernement à se lancer à ses côtés dans la bataille, soulignant que seule la volonté ferme et inébranlable des plus hautes autorités du pays serait en mesure d'insuffler au peuple l'espoir et l'optimisme nécessaires au redressement de notre pays.

Prenant à son tour la parole, M. Clément MOUAMBA, Premier Ministre, Chef du Gouvernement a, au nom de l'ensemble des Membres du Gouvernement, exprimé leur profonde gratitude pour la confiance placée ou renouvelée en tous et en chacun à l'occasion de la formation de la nouvelle équipe.

Il a assuré le Président de la République de la volonté pleine et entière du Gouvernement d'intérioriser et de mettre en œuvre les orientations précises déclinées par lui ce jour, ainsi que de poursuivre la réalisation des grands axes de son projet de société sanctifié par le peuple en mars 2016.

Concluant son propos, le Premier Ministre a assuré le Chef de l'Etat de la pleine conscience par chacun et par tous de l'importance de la responsabilité collective et individuelle qui lie les Membres du Gouvernement, et ce afin que, dans la dignité et la loyauté, ils s'efforcent d'être à la hauteur des grandes missions définies par lui.

Après ces propos, et plus rien n'étant à l'ordre du jour, le Président de la République a alors levé la séance.

Commencée à 10h00, la réunion du Conseil des Ministres a pris fin à 11h30.

**BUROTOP IRIS**

# TELEFUNKEN

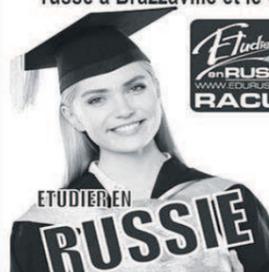
Le Géant allemand des téléviseurs



**LED 32" HD: 159 000 Fcfa**  
**LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa**  
**LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa**  
**LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa**  
**LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa**

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60  
 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

Le groupe des Universités d'Etat russes - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



# ETUDIER EN RUSSIE

**HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE**

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

**LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!**  
[WWW.EDURUSSIA.RU](http://WWW.EDURUSSIA.RU)

**Frais d'études et d'hébergement: de 2500 à 3500 dollars américains par an**

**Adresses pour les inscriptions:**

**à Pointe-Noire**  
 Consulat Honoraire de Russie  
 Avenue Moe Telli, Centre - ville,  
 Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)  
 Tél: +242 055005560

**à Brazzaville**  
 Centre culturel russe de Brazzaville,  
 Avenue Amilcar Cabral  
 (à côté de Casino, ex-Score)  
 Tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

## LES MEILLEURES FORMATIONS Réseau et Système

100% pratique

- 1 Gestion Internet en entreprise
- 2 Gérez les serveurs virtuels en entreprise
- 3 Devenez Expert en maintenance informatique et réseau
- 4 Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente
- 5 Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)
- 6 Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC

**KD Computer**  
 06 621 45 25 / 05 345 78 62  
 849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)  
 Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

## NÉCROLOGIE

Stanilas Okassou et famille informent les parents, amis et connaissances de Makoua (Ndongo, Oyoué, Ifoura et Bokagna) du décès de Delphine Ngalla (Foussa) survenu le 17 août 2017 à Brazzaville. La veillée se tient au n° 121 de la rue Mbé à Talangaï, quartier Manhatann. Référence rue Ndolo grand lavage. La date et le programme des obsèques vous seront communiqués ultérieurement.



## REMERCIEMENTS

Les Familles Mboula, Ngafoula, Ngoumba, Ngouonimba et Ankabi, expriment à votre égard leur profonde gratitude pour leur avoir témoigné de votre soutien et compassion lors du décès de leur fille et nièce Ankabi Bianka Christy Henodie survenu le 13 août 2017 à Pointe-Noire. Nous vous prions par la présente, de bien vouloir croire en nos sincères remerciements.





### BACHELIERS : OUVERTURE DES INSCRIPTIONS AU CYCLE ANGLAIS DU BACHELOR OF BUSINESS ADMINISTRATION (BBA) DE L'IFAM / PARIS

Vous venez d'avoir le BAC et vous cherchez une école répondant aux normes internationales pouvant vous permettre d'avoir un diplôme européen, rendez-vous à l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC), une école de la Chambre de commerce de Pointe-Noire et de Paris.

A l'ESCIC, tous nos diplômes sont délivrés par nos partenaires européens.

Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe - Noire.

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET MUNICIPAL

## Jean François Kando prône l'amélioration du cadre de vie et l'encadrement des jeunes

**Le Conseil départemental et municipal inaugural de Pointe-Noire a accordé sa confiance, le 24 août, au député maire Jean François Kando à l'issue du scrutin à un seul tour supervisé par le ministre d'État, ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Portefeuille public, Gilbert Ondongo, en présence du représentant du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Pierre Sama, et du préfet de la ville, Alexandre Honoré Paka.**

C'est à l'issue d'un débat assez passionnant entre les conseillers de la majorité présidentielle qui a mis un peu en difficulté le présidium des travaux dirigé par le doyen d'âge, le conseiller Jean Louvosso, que les 85 élus départementaux et municipaux de Pointe-Noire sont passés au vote qui a finalement vu triompher Jean François Kando avec 64 voix contre 20 pour son challenger Alexis Ndinga et une abstention, soit 76,18% contre 20,80%. Après le dépouillement, le candidat malheureux a vite reconnu sa défaite en félicitant le nouveau bureau exécutif du conseil.

Jean François Kando, député élu du Parti congolais du travail de l'arrondissement 5 Mongo-Poukou, succède à Roland Bouiti-Viaudo député du MAR après trois mandats consécutifs à la tête de la municipalité de la ville océane, de 2003 au 19 août 2017 où il occupe, la 2<sup>e</sup> vice-présidence de l'Assemblée nationale. Aussitôt élu, le nouveau maire a été intronisé et félicité avec son équipe par le représentant de l'État en attendant la passation de service avec le maire sortant.

En effet, à la suite du climat qui a prévalu dans la salle avant le vote, le ministre a appelé les distingués conseillers au dépassement pour la bonne gestion de l'institution. « *Même si la période électorale a été courte parce qu'il s'agissait d'un scrutin aux suffrages universels indirects, elle n'a pas manqué de susciter quelques passions. Je sais que les conseillers municipaux et départementaux ici réunis ont une grande capacité de dépassement. Ils sauront, après cette élection, cultiver en leur sein la bonne entente, la cohésion et la collaboration nécessaire à la gestion de l'organe collégial qui est le Conseil départemental et municipal (CDM) de Pointe-Noire. Aux membres du bureau exécutif élu, je réitère mes sincères félicitations et je leur souhaite bon vent et plein succès dans l'exercice de leur nouvelle fonction* », a-t-il déclaré.

Après son investiture, le président élu du bureau exécutif du CDM de Pointe-Noire a remercié le président de la République pour le choix porté sur sa modeste personne afin d'assurer cette prestigieuse fonction. Il a remercié sa famille politique et ses mandants de Mongo-Poukou pour leur soutien multiforme. « *Aux vaillants militants du Parti congolais du travail de la fédération de Pointe-Noire, je leur dédie cette victoire car, grâce à leurs suffrages, notre formation politique arrive en tête démontrant par là que le PCT est et demeure le parti dominant dans notre département. Aux conseillers qui de façon unanime m'ont placé au perchoir de notre ville, je sais cette circonstance pour leur traduire toute ma disponibilité*



De Gauche à droite, Germain Bemba Bantsimba, Pierre Jusin Makosso, Jean François Kando, Martial Odzebe et Louis Gabriel Missatou, «Adiac»

et celle de l'ensemble du bureau exécutif à collaborer étroitement avec tous les élus locaux, quelle que soit leur obédience politique », a-t-il indiqué.

#### Onze axes pour moderniser la ville de Pointe-Noire

Dans son projet de société dont le but est d'accélérer le redressement global de la ville en vue de l'arrimer à l'émergence, la nouvelle équipe entend faire de Pointe-Noire une ville moderne dont la population disposerait de l'ensemble des infrastructures immobilières urbaines qui leur faciliteront la vie en tenant compte des contraintes économiques, sociales et environnementales. « *Le programme de développement municipal de Pointe-Noire 2017-2022 se veut volontariste et surtout réaliste puisqu'il entend fonder sa réalisation*

*effective sur le potentiel fiscal et parafiscal de la ville encore sous-exploité à ce jour en mettant un accent particulier sur l'identification et l'éradication de certaines niches de recette et de nombreux foyers d'évasion qui privent notre ville d'importantes ressources susceptibles de booster sa marche vers la modernité* », a ajouté Jean François Kando.

Soulignons que onze actions seront mises en œuvre par la nouvelle équipe dirigeante dans le but de transformer le cadre et les conditions de vie des populations de Pointe-Noire à l'horizon 2022. Il s'agit, entre autres, de l'amélioration des ressources financières municipales, du cadre de vie et du milieu urbain, de restaurer l'autorité de la ville, de contribuer à la réalisation des programmes d'occupation urbaine et de la

construction de l'habitat social, de promouvoir l'encadrement des jeunes, d'appuyer les politiques de l'école et de la santé publique, de renforcer la coopération décentralisée, de valoriser les ressources urbaines municipales et de prendre en charge les personnes vulnérables.

#### Les cinq membres du bureau exécutif du Conseil départemental et municipal

**Président :** Jean François Kando, PCT

**1<sup>er</sup> vice-président :** Pierre Jusin Makosso, RDPS

**2<sup>e</sup> vice-président :** Germain Bemba Bantsimba, MAR

**1<sup>er</sup> secrétaire :** Martial Odzebe, Capo

**2<sup>e</sup> secrétaire :** Louis Gabriel Missatou, Club 2002 PUR

Charlem Léa Legnoki

## SALON DE L'IMMOBILIER

La 3<sup>e</sup> édition se tiendra dans la ville océane

**Pour informer l'opinion sur les enjeux du salon de l'immobilier qui aura lieu du 29 au 31 août, Désiré Bitoukou, promoteur dudit salon, a animé le 25 août une conférence de presse à la Chambre consulaire de Pointe-Noire.**

Les promoteurs immobiliers, les aménageurs, les agences immobilières, les banques, les bureaux d'études, les distributeurs des matériaux de construction, les entreprises de gardiennage et les fêrus de l'immobilier sont attendus à ce grand rendez-vous de l'immobilier qui se tiendra cette année dans un contexte économique difficile.

Comme l'année dernière, Désiré Bitoukou a tenu à réunir les fêrus de l'immo-

bilier à Pointe-Noire autour des conférences et des rendez-vous d'affaires. « *En organisant cet évènement, nous voulons accompagner le gouvernement de la République à mieux gérer les questions urbaines. Ce salon est une manière de mettre en avant le savoir-faire des Congolais dans le domaine de l'immobilier. Mais c'est aussi un moyen pour attirer les futurs investisseurs au Congo* », a dit Désiré Bitoukou. Le salon de l'immobilier, de la construction, de l'habitat, de la décoration et de la mobilité urbaine bénéficie de l'appui et du soutien de plusieurs partenaires dont la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire.

Hervé Brice Mampouya

## DOLISIE

## Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso élu nouveau maire

**Les conseillers municipaux se sont retrouvés en session, le 24 août, pour élire à travers les urnes le nouveau maire de la commune de Dolisie, Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso.**

Une page se tourne dans l'histoire de la vie municipale de Dolisie, Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso a été élu nouveau maire de la troisième ville du pays en succédant à Yves-Fernand Diokouandi qui a occupé ce poste pendant 5 ans. Le conseil de Dolisie l'a formellement élu au terme d'une session organisée selon la procédure qui prévoit le remplacement d'un maire en exercice. La cérémonie a été présidée par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, qui avait à ses côtés le préfet du département du Nia-



Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso prononçant son mot de circonstance crédit photo DR»

ri, André Ovu, et un délégué du ministère de l'Intérieur. Après

l'annonce des résultats accompagnée par une salve d'applaudissement, le nouveau maire de la commune de Dolisie a été intronisé devant les élus locaux. Cependant, une émotion plurielle était palpable lors de la réception de l'écharpe et de la symbolique «Clé de Dolisie» par Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso. Membre de la majorité présidentielle, il préside désormais le Conseil municipal et départemental. Bien avant, il était directeur de la Coopération à la mairie centrale. Après son élection, Ghyslain Rodrigue Nguimbi-Makosso s'est dit très honoré de voir les conseillers municipaux porter leur choix sur sa personne pour conduire les destinées de la commune de Dolisie tout étant conscient de la responsabilité qui lui incombe désormais.

Hugues Prosper Mabonzo

## HUMEUR

## Quand les services de l'ordre apportent main forte à Averda

Cet accompagnement peut s'accomplir à travers les méthodes qui leur sont propres, notamment la dissuasion ou même infliger certaines amendes à tous ceux-là qui ne jettent pas les ordures dans les poubelles ou dans des bacs à ordures placés ici et là dans la ville, en l'occurrence la ville océane. Certains citoyens reprennent déjà avec la sale et ancienne habitude de jeter les ordures soit dans les caniveaux, sur les places publiques ou même dans les rivières qui traversent de par en par la ville de Pointe-Noire.

Ce comportement s'il n'est pas vite arrêté pourrait compliquer les jours à venir le travail de cette société d'assainissement dont le travail est déjà bien apprécié par de nombreux habitants de Pointe-Noire, surtout au niveau du centre ville où elle avait commencé son boulot. Après le centre ville, cette société d'assainissement est en train de pénétrer déjà dans les quartiers populaires, et cela se vérifie par la présence de ses ouvriers à travers les grandes artères des quartiers populaires des différents arrondissements. Et là où le bât blesse, c'est que contrairement au centre ville où les citoyens ont déjà pris l'habitude de jeter de la saleté dans les poubelles ou dans les bacs à ordures. Dans les quartiers populaires, la chose risque de se compliquer car cette règle d'assainissement est à peine observée.

Pourquoi les services de l'ordre devraient appuyer cette lutte contre l'insalubrité dans la ville ? Réponse : par exemple, le constat est que là où cette société est passée surtout sur les devantures de certains commerces, on observe de l'incivisme.

Et pourtant à quelques mètres de ces commerces, on voit bien des poubelles d'Averda, mais malheureusement des propriétaires de ces commerces après quelques coups de balai préfèrent amasser des ordures dans un coin de la rue au lieu de les déverser dans des bacs à ordures et certains vont même plus loin en les jetant encore dans des caniveaux. Quelle antivaleur ! Cela est visible dans la zone du grand marché de Pointe-Noire. Ce sont des comportements récidivistes qui nécessitent des amendes ou d'autres types de sanctions.

Oui, ne dit-on pas que « chasser le naturel, il revient au galop ». Ainsi donc, en plus des services de l'ordre, les chefs des quartiers devraient rentrer dans la danse en appelant au civisme et en demandant aux concitoyens de ne pas jeter les ordures hors des poubelles de la société d'assainissement. Car dans des quartiers, ce comportement blâmable est aussi observé chez les tenanciers des restaurants de fortune communément appelés les « Malewa ». Car il est parfois regrettable de voir un « Malewa » entretenir quotidiennement une décharge d'ordures. Et à côté, il y a bel et bien le dispositif d'assainissement de la société Averda.

En réalité, avec la dissuasion et d'autres méthodes punitives qui sont propres aux services de l'ordre du genre amendes et autres, on peut assister à la disparition progressive de ces velléités qui voudraient revenir, celles de vouloir jeter dans les caniveaux ou sur les places publiques les saletés de toute nature alors qu'à côté les bacs à ordures de la société Averda sont là.

**Faustin Akono**

## SANTÉ

## Le Dr Jean Raoul Chocolat tient à combattre les antivaleurs à l'hôpital général Adolphe-Sicé

La passation de service entre Sidonie Plaza, directrice générale de l'hôpital général Adolphe-Sicé de Pointe-Noire sortant et le Dr Jean Raoul Chocolat, directeur général entrant, a eu lieu le 25 août en présence de Florent Balandamio, directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la Population, qui avait à ses côtés Richard Roger Urbain Bilekot, président du comité de direction dudit hôpital.

Après neuf ans de service, Sidonie Plaza a cédé le témoin à Jean Raoul Chocolat à la tête de l'hôpital général Adolphe-Sicé. Pendant 9 ans, elle a dirigé en dépit des difficultés diverses cette structure sanitaire, l'une des plus importantes du pays par l'offre et la qualité des soins. En cédant le témoin au Dr Jean-Raoul Chocolat, elle a rappelé tout le chemin parcouru par cette structure sanitaire sous sa direction. Malgré des moyens peu évidents, l'hôpital général Adolphe-Sicé, a-t-elle dit, a su maintenir le cap en augmentant ces ressources et en offrant des soins de qualité à la population. Après avoir remercié les autorités pour la confiance faite à sa modeste personne, Jean Raoul Chocolat a pris l'engagement de traduire fidèlement dans les faits la lettre de mission de la ministre de la Santé et de la Population. « Nous pouvons vous garantir la détermination commune que nous avons à assurer un bon fonctionnement de l'hôpital général Adolphe-Sicé selon les dispositions réglementaire en parfaite harmonie avec l'ensemble du personnel d'élaborer un plan afin d'opérationnaliser les objectifs fixés dans la lettre de mission prescrite par la ministre de la Santé et de la Population



Dr Jean Raoul Chocolat/ Crédit photo Adiac

à renforcer le niveau des soins et services de santé délivrés à la population et surtout d'améliorer la qualité des soins et services de santé dans la discipline, le respect et la dignité humaine. Nous aurons un regard particulier sur la santé du couple mère-enfant. Vous êtes devant le pionnier de la gratuité de la césarienne au Congo ».

Et le nouveau directeur général d'ajouter : « Nous informons le personnel que l'échec ne viendra pas de nous. Nous ne ménagerons aucun effort pour appliquer les principes généraux, notamment la discipline, le respect, la dignité, le patriotisme, l'humanisme, l'assiduité, l'amour du travail bien fait, la ponctualité au travail, l'abnégation qui nous régissent pour offrir la meilleure qualité des soins et services de santé à la population. Cessons avec les antivaleurs que sont l'absentéisme, la paresse, le retard au tra-

vail, l'irresponsabilité, la vente des médicaments. Vous vous trouvez devant un agent de la force publique. Derrière le visage souriant que vous allez découvrir quotidiennement à la tête de cette structure se cache un homme imbu des sentiments de détermination afin de faire bénéficier à notre population des soins de qualité ».

Après la signature des documents de travail, Jean Raoul Chocolat a été installé dans ses fonctions par Florent Balandamio. En fin de journée, Vital Evence Ebelebé, spécialiste en médecine, a été intronisé à son tour directeur général de l'hôpital général de Loandjili par le directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la Population. Il remplace à ce poste Françoise Ndinga Andely, la directrice générale sortante appelée à d'autres fonctions.

**Hervé Brice Mampouya**

### CONCOURS D'ENTRÉE AUX LYCÉES D'EXCELLENCE DE MBOUNDA ET D'OYO

## 224 candidats pour dix places dans la ville océane

Le concours s'est déroulé récemment dans toute l'étendue du territoire national. À Pointe-Noire, il a été supervisé par le directeur départemental de l'Enseignement primaire et secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Baptiste Sitou, au lycée Victor-Augagneur, l'unique centre de l'examen situé dans l'arrondissement 2 Mvou-Mvou.

Les 224 candidats ont planché sur quatre épreuves, à savoir les mathématiques, l'expression écrite, la dictée-question et les questions de cours. Le quota des admis par département est passé de 5 à 10 admis en raison de l'ouverture, cette année, du lycée d'excellence d'Oyo dans le département de la Cuvette. Soulignons que les candidats au concours d'entrée aux lycées d'excellence sont les admis du CEPE 2017 qui ont réalisé les meilleures notes dans leurs départements respectifs. Les admis à l'issue de ce concours seront orientés vers les deux écoles d'excellence, notamment celle de Mbounda à Dolisie et celle d'Oyo. Lançant les épreuves dans l'unique centre du lycée Victor-Augagneur, Jean-Baptiste Sitou a appelé les candidats à la sérénité avant de leur souhaiter une bonne chance.

**Charlem Léa Legnoki**

## CONGO/ASSISTANCE HUMANITAIRE

## Les Nations unies évaluent leurs interventions au profit des réfugiés

**Le système des Nations unies a dépensé environ 54 millions de dollars, soit près de 30 milliards FCFA entre 2014 et 2016 pour faire face aux besoins des réfugiés et des populations d'accueil dans le département de la Likouala.**

Le Congo accueille depuis plus d'une décennie des milliers de réfugiés en provenance d'autres pays voisins. Pour y faire face, les agences des Nations unies appuient les autorités congolaises dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition et l'alimentation, dans l'hygiène et l'assainissement. Les résultats des différentes interventions de ces organisations en faveur des réfugiés au Congo, précisément dans la Likouala, ont été présentés le 25 août aux représentants des ministères concernés.

En effet, effectuée entre 2014 et 2016, cette évaluation tient tant du point de vue de son adéquation par rapport aux priorités exprimées dans les documents de politique internationale et nationale que de l'adéquation des objectifs auxquels il vise à répondre relativement aux besoins des populations. Selon les résultats, le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Unicef et autres agences onusiennes ont mobilisé pendant cette période 54.024.916 dollars pour des besoins estimés à 68.607.620 USD. Les résultats escomptés liés à une efficacité des interventions menées ont été atteints pour le secteur de la santé. Concernant le domaine de l'assistance humanitaire, les secteurs de la protec-



Un camp des réfugiés centrafricains à Bétou / Crédit photos Adiac

tion juridique et de la protection de l'enfant, ces résultats ont été également satisfaisants. La performance a été cependant jugée insuffisante dans les secteurs de la nutrition et du rapatriement. D'après le consultant international, Seke Kouassi De Syg, cette intervention avait pour but « l'acquisition des connaissances nécessaires à la transformation de la crise humanitaire, l'interpellation des détenteurs d'obligation par rapport à l'atteinte des résultats définis et un service à la

prise de décision au niveau des instances décisionnaires pour améliorer les interventions en faveur des réfugiés au Congo. »

#### 57 474 réfugiés installés au Congo

Le représentant du HCR au Congo, Cyr Modeste Kouamé, a annoncé que 57 474 réfugiés vivaient encore au Congo. Dans ce chiffre, 30 000 individus se sont installés dans le département de la Likouala avec une forte présence des Centrafricains. Pour

traiter le cas des réfugiés rwandais en République du Congo, le HCR a dépensé 600.000 dollars. Cela prouve, a-t-il commenté,

l'adéquation et bien d'autres. Des recommandations Au terme de cette présentation, le système des Nations unies a

combien le HCR, le PAM, l'Unicef, le gouvernement et d'autres agences des Nations unies se battent pour améliorer les conditions des réfugiés au Congo. Rappelons que parmi les résultats obtenus par ces interventions, on peut citer le renforcement des capacités du personnel et des bénéficiaires, la responsabilisation des communautés. Cela par leur degré d'implication et de participation aux différents secteurs d'intervention, la budgétisation systématique des activités d'éva-

formulé quelques recommandations au gouvernement et au Parlement congolais. Il s'agit, entre autres, de la facilitation du travail des agents du système des Nations unies ; l'extension des projets nationaux dans tous les districts de la Likouala ; l'accélération des travaux d'éligibilité de la Commission nationale d'assistance aux réfugiés ; le renforcement des capacités opérationnelles des services de l'État.

**Parfait Wilfried Douniama et Rude Ngoma**

## RÉFLEXION

# Comment vaincre le terrorisme ?

Le drame qui a frappé de plein fouet la semaine dernière l'une des villes européennes les plus visitées, Barcelone, ne laisse malheureusement plus aucun doute sur le fait que dans les mois et les années à venir l'Europe sera la cible d'attaques de plus en plus violentes, de plus en plus meurtrières, de plus en plus inhumaines. Des attaques perpétrées par des individus, ou de petits groupes d'individus isolés mais fondus, immergés dans la société civile et donc difficilement détectables avant qu'ils ne passent à l'acte.

D'où la question suivante que se posent maintenant les autorités des nations de la Vieille Europe qui se trouvent confrontées à des menaces diffuses d'une ampleur jamais connue dans le passé : est-il possible sinon de vaincre, du moins de combattre le terrorisme dans des sociétés riches et donc largement ouvertes sur le monde qui disposent de moyens sophistiqués

pour combattre le mal mais qui ne peuvent tout surveiller en permanence ?

À cette interrogation il n'est qu'une réponse possible dont voici l'énoncé quelque peu schématique : le terrorisme étant le fruit du fanatisme que génèrent dans les pays démunis l'ignorance et la misère, la seule manière de lutter contre lui est de lutter contre la pauvreté. Croire qu'il suffira de mettre en place des services de renseignement mieux outillés, d'installer dans les grandes villes des unités militaires bien équipées, de dresser des blocs de béton ou des barrières métalliques sur les avenues où se presse le grand public relève de l'illusion ou, pire encore, du rêve. La vérité est que seule l'élévation du niveau de vie des populations que s'efforcent d'embrigader les fanatiques de tout poil délivrera les nations du Nord de la menace diffuse mais de plus en plus concrète qui pèse sur elles.

De la même façon qu'il eut été facile, hier, de prévenir les deux guerres qui ont dévasté l'Europe dans le siècle précédent si les Etats avaient eu la sagesse de se concerter pour apporter des réponses aux problèmes qui les dressaient les uns contre les autres il est possible, aujourd'hui, de lutter efficacement contre le cancer dont nous voyons se dessiner les premiers fils. Mais cela ne peut se faire que si les Etats du Nord prennent la juste mesure de leur responsabilité dans le sous-développement des nations du Sud.

Oser regarder la vérité en face, c'est-à-dire reconnaître que la misère est la première source du fanatisme religieux et politique qui lui-même nourrit le terrorisme, assumer enfin la responsabilité des erreurs qui sont à l'origine lointaine certes mais bien réelle des désordres qui menacent leur paix intérieure sont certainement aujourd'hui les premiers pas que doivent franchir les nations qui ont construit leur prospérité présente sur l'esclavage et le

pillage des ressources naturelles des nations du Sud. Plutôt que de fermer leurs frontières dans l'espoir fou d'empêcher les migrants d'affluer vers leurs territoires au risque d'y laisser leur vie par milliers, par dizaines de milliers, l'Europe doit se préoccuper activement de réparer ses erreurs passées.

Mais pour cela il lui faut d'abord regarder la vérité en face, ce qui n'est certainement pas facile alors qu'elle se pose à l'échelle du monde comme un modèle. Aussi la meilleure façon d'y parvenir serait-elle de convaincre ses dirigeants de s'asseoir autour d'une même table afin de s'entendre sur un programme d'aide au développement qui serait tout à la fois réaliste et fondé sur un constat juste des causes de la crise qui menace désormais la sécurité des Européens. Qu'il nous soit permis d'écrire que le nouveau président français, Emmanuel Macron, aurait tout à gagner à initier un tel mouvement.

**Jean-Paul Pigasse**